

Livret de connaissances et d'analyses

Initiatives artistiques
et culturelles en
territoires ruraux
et jeunes adultes :
quelles dynamiques ?

Rapport d'enquête participative et partagée

3

I. Introduction

II. Des représentations à interroger

1. La mutation des territoires ruraux :
vers un nouvel imaginaire plus solidaire? 7
 - Sortir des représentations dominantes et figées 7
 - La qualification des territoires ruraux encore trop définie en creux... 9
 - Des problématiques qui restent vives 12
2. Les territoires ruraux, des fabriques culturelles par les personnes :
l'enjeu des droits culturels 13
3. Les jeunes adultes (18-35 ans) :
une période de construction de parcours divers 15
 - Une période de transition 15
 - Une diversité de personnes et de parcours 16
 - Quel portrait pour les jeunes adultes ruraux? 17
 - Les jeunes adultes, avenir pour les territoires? 20

III. Problématiques des jeunes adultes en milieu rural

1. Construire son identité et penser
des imaginaires contre les assignations 21
2. Faire relation et « bien vivre ensemble » dans la diversité 22
3. Rester ou partir? Venir et revenir? 25
 - Part de jeunes vivant dans le rural par sexe et âge 25
4. Des parcours de formation et d'emploi contraints 29
5. Une qualité de vie recherchée 31
6. Un engagement civil mais une relation complexe au politique 32

IV. Les pratiques des acteurs artistiques et culturels

1. Des espaces pour s'exprimer, se construire, participer, partager 39
2. Des espaces d'accueil et de convivialité 43
3. Des espaces pour faire avec, faire ensemble 44
4. Des espaces d'accompagnement et de professionnalisation 45

5. Des espaces de coopération et de mobilité 49
6. Des espaces d'engagement et de politique 55

V. Les perspectives de travail pour améliorer la prise en compte des jeunes adultes par les acteurs artistiques et culturels

1. Mieux prendre en compte les ressources territoriales 57
2. Un renforcement des initiatives de jeunes adultes
et des pratiques d'accompagnement des acteurs culturels 58
3. Reconsidérer les initiatives citoyennes
et leur rôle dans le développement local 59
4. Développer des écosystèmes territoriaux 61

VI. Conclusion

VII. Annexes

1. La carte des structures adhérentes en milieu rural 66
2. Autres sites ressources 67
 - Fedelima 67
 - Ministère de la culture 67
 - Agence Auvergne Rhône Alpes 67
3. Rencontres et entretiens réalisés durant l'enquête 67
 - Rencontres proposées en 2019-2020 68
 - Revue de littérature et ressources 69
 - Identification de pratiques et entretiens 69
 - Rédaction de fiches projet 69

VIII. Présentation du projet AJiter

Introduction

Les territoires ruraux sont aujourd'hui des espaces multifonctionnels en mutation. De nouvelles manières de vivre, de travailler, d'habiter, d'échanger, de produire, de rêver et de se projeter s'y inventent. Engagés dans des recompositions territoriales, socio-économiques et culturelles, ces espaces s'inscrivent dans de nouvelles logiques systémiques, de réseau, de transition écologique et sociale, de mise en capacité de leurs ressources. Confrontés à de nombreux défis à relever tant sur les inégalités réelles que sur les handicaps dont ils sont aussi porteurs, ils sont appelés à renouveler les modes de développement. Les lectures, qui en sont faites, évoluent, pour y percevoir, à rebours d'une représentation traditionnelle et figée, des territoires d'aventure et de liberté, porteurs d'une relation renouvelée aux autres et à la nature.

Dans ce cadre, la prise en compte de la place des jeunes générations dans ces dynamiques s'impose comme un enjeu crucial à maints égards pour l'avenir des territoires.

Toutefois, force est de constater que plusieurs facteurs préoccupants interrogent l'aptitude des territoires et des acteurs présents à se saisir de cette question : la démographie vieillissante traduit le départ des jeunes adultes, les difficultés d'accès à l'emploi, aux services ou au logement restent prégnantes pour les jeunes et ceux-ci ne semblent jouer qu'un faible rôle dans la démocratie locale.

Or, tant dans les initiatives qu'ils peuvent conduire que dans les ressources qu'ils apportent au territoire, les jeunes adultes constituent une force agissante qui peut et doit expérimenter, questionner, participer à l'élaboration des nouveaux projets de territoire et des politiques de développement rural qui y sont attachés.

De nombreux territoires ruraux sont ainsi confrontés au défi de faciliter l'installation durable de ces jeunes adultes, qui construisent leur parcours de vie entre 18 et 35 ans. Ils doivent pouvoir s'appuyer sur une compréhension plus fine des nouvelles pratiques qui visent à s'adresser à ces jeunes adultes pour leur accueil, leur accompagnement et l'appui à leurs initiatives.

La participation des jeunes adultes à la vie culturelle des territoires ruraux et à la construction citoyenne s'impose donc comme un enjeu pour les acteurs et actrices territoriaux. La dimension culturelle

est ici saisie à travers les notions de droits culturels et de diversité culturelle. Elle porte la reconnaissance des parcours d'identités et de capacités de ces jeunes adultes. Elle ouvre à une fabrique de territoire en mouvement et permet de s'intéresser aux ressources émergentes, en décloisonnant les trop nombreux silos. Elle encourage la pensée d'une transition vers un développement durable et solidaire, qui considère chaque personne dans sa dignité.

Or la participation à la vie culturelle des territoires ruraux pour les jeunes adultes passe notamment par les relations qu'ils peuvent tisser avec les structures artistiques et culturelles d'économie solidaire. Qu'ils en soient à l'initiative, qu'ils participent aux démarches et aux actions dans des parcours de bénévoles et/ou de professionnels, qu'ils y soient accueillis et les nourrissent de leurs apports artistiques et culturels, qu'ils les rencontrent inopinément ou les fréquentent assidument, qu'ils nouent avec elles des coopérations ou s'appuient sur elles pour expérimenter, que ce soit leurs outils de critique, d'éducation, de construction citoyenne... les relations nouées sont diverses et nombreuses.

Fort des travaux, analyses et propositions réalisés autour du thème « culture et ruralité » depuis plusieurs années à travers différentes actions et rencontres initiées par ses organisations membres,¹ l'UFISC a décidé d'engager, en lien avec celles-ci et plusieurs partenaires, dans le cadre du projet AJITeR, une démarche d'observation et d'accompagnement pour mieux identifier et favoriser les pratiques artistiques et culturelles en milieu rural qui permettent de progresser dans la participation des jeunes adultes à la vie culturelle.

L'objectif global du projet² AJITeR par la culture est de proposer un programme de capitalisation et de diffusion de pratiques autour de la thématique de l'accueil et de l'installation des jeunes adultes dans les territoires ruraux à partir de l'appui à leurs parcours et à

1. Par la FEDELIMA (Fédération des lieux de musiques actuelles) avec la FAMDT (Fédération des acteurs et actrices des musiques et danses traditionnelles) et plusieurs autres organisations telles THEMAA (Association nationale des Théâtres de Marionnettes et des Arts Associés) ou le CNV (Centre national de la chanson des variétés et du jazz) ou encore par le CITI (Centre internationale des théâtres itinérants) lors de journées professionnelles ou de la Chambre d'eau en Haut de France, membre de la FRAAP, en lien avec Opale-CRDLA culture. Voir l'espace ressource consolidée : <http://www.ruralite.fedelima.org>
2. Le projet AJITeR « Faciliter l'Accueil des Jeunes et de leurs Initiatives dans les Territoires Ruraux » est conduit par un groupement réunissant l'ADRETS, le RECCA, la CIPRA France, le CREFAD Auvergne et l'UFISC. La démarche AJITeR est menée pendant 3 ans (2018-2021) dans le cadre de l'appel à proposition pour une « Mobilisation Collective pour le Développement Rural » (MCDR) lancé par le Réseau Rural National (RRN).

leurs initiatives. Le plan d'actions sur trois ans consiste à repérer et découvrir, analyser et caractériser pour mieux les accompagner et les essayer, une pluralité de pratiques, qui s'articulent autour de trois axes : l'emploi et la formation, les activités (culturelles ici) et la participation citoyenne.

La première année de la démarche a donné lieu à une sensibilisation et à une exploration du sujet à partir des acteurs et actrices de terrain. La méthodologie d'observation et d'enquête adoptée a permis d'associer des entretiens individuels à des temps forts collectifs, des recueils et expressions de témoignages à des ateliers de travail, des lectures de ressources disponibles à des temps d'analyse partagée.³

Fort de ce travail d'observation participative, ce premier rapport d'enquête propose une restitution de ces travaux sous la forme d'un livret de connaissance et d'analyse.

Des représentations à interroger

Le travail engagé, depuis quelques années par plusieurs membres de l'UFISC (FEDELIMA, FAMDT, THEMAA, CITI, FRAAP...), a amené le comité de pilotage de la démarche AJITeR par la culture à questionner dès le début du projet les catégories à observer afin d'affiner les analyses et les hypothèses. Ce travail, mené à travers les temps collectifs de rencontres publiques et les réunions en groupe de travail/comité de pilotage, a mis en exergue la réflexion nécessaire à conduire sur les représentations associées au territoire rural, aux dimensions artistiques et culturelles et à la catégorie prédéfinie pour cette démarche des jeunes adultes.

Il a permis de questionner les définitions trop étroites, les évidences et les clichés liés à la ruralité, à la jeunesse ou à la culture pour éviter les formes multiples d'assignations. Il nous a amené à interroger et déconstruire les périmètres et les appartenances, à tenter une lecture des enjeux et des évolutions. Cela a conduit le collectif à aborder le sujet par des approches autour de la diversité et des parcours, en prenant en compte la personne et ses multiples interactions avec les autres et les territoires. Le collectif a ainsi pu envisager le développement des territoires sous l'angle de la contribution, des solidarités et des communs à investir.

La mutation des territoires ruraux : vers un nouvel imaginaire plus solidaire ?

Sortir des représentations dominantes et figées

Encore trop souvent pensés comme centrés, tant dans leurs économies que dans leurs modes de vie, autour de l'agriculture et de ses déclinaisons, les territoires ruraux sont en réalité depuis longtemps empreints d'une socio-économie complexe, entre artisanat, industrie et agriculture. Depuis plusieurs générations, ils se transforment aussi sous les incidences de la tertiairisation de l'économie, de la résidentialisation, du développement du temps libre et du tourisme, du renforcement des enjeux écologiques, etc. Ainsi, les espaces ruraux sont confrontés à de **nombreuses transformations territoriales, socio-économiques et culturelles**. Ils sont appelés à se redessiner un avenir et un imaginaire.

3. En annexe, le détail des rencontres réalisées.

Inscrit pleinement dans les défis globaux contemporains, le territoire « géographique » est mis en question au regard des parcours des personnes. **Le lieu ne fait plus évidemment lien.** Il doit prendre en compte les évolutions voulues ou subies des modes de vie, des mobilités, des temporalités, des nouvelles mixités fonctionnelles et sociales. Témoignant d'énergies et d'acteurs multiples, les territoires, qui peuvent être lus à partir de multiples dimensions, se révèlent protéiformes, souvent équivoques et empreints de contradictions.

Les représentations de ces territoires se modifient, dans une considération souvent positive, même si elles restent composites, quelquefois divergentes, tendant parfois à l'idéalisation ou inversement à la dévalorisation.

Ce désir de changement des représentations et de mises en action, a été largement exprimé lors des rencontres nationales en Ardèche en novembre 2018⁴ par plusieurs représentant.e.s de collectivités publiques et d'acteurs et actrices associatifs. L'enjeu est désormais de passer d'un discours défensif à un discours contributif et de sortir de la logique d'opposition entre rural et urbain.

Produire des récits sensibles susceptibles de fédérer largement les habitants (jeunes, moins jeunes, natifs et nouveaux arrivants), comprendre les singularités des territoires de proximité et en faire évoluer les lectures sont les engagements de la centaine de participants rassemblés en novembre 2018 à Mirabel.

La vision des territoires ruraux, encore trop souvent associée à des expressions négatives autour des « déserts culturels », « des zones blanches » jusqu'à une prétendue « diagonale du vide », est empreinte de méconnaissance et d'images d'Épinal. Lors de ces rencontres est ainsi visée en conclusion la nécessité de redonner des identités sensibles, plurielles, hybrides, en mouvement à ces territoires.

Rencontres - Nouveaux défis et nouveaux récits pour les territoires ruraux, les 7 & 8 novembre 2018 en Ardèche, Synthèse, Fedelima, famdt, Thema, Ufisc, Cermosem, Smac 07, rédaction Réjane Sourrisseau

La qualification des territoires ruraux encore trop définie en creux...

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), « Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes sans zone de bâti continu de 2000 habitants, et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu. »

Les acteurs relèvent néanmoins que la définition statistique manque de pertinence et est dépassée. Les acteurs qui « habitent » l'environnement rural témoignent d'une **interprétation qui doit aller au-delà de cette stricte définition du milieu rural.**

Bien sûr, les territoires ruraux restent marqués par leur faible densité démographique (comparativement à celles d'autres pays européens), mais il est fait le constat d'une grande variété de territoires, entre des zones de haute montagne et des zones d'habitat péri-urbain. De même, **les oppositions du milieu rural aux aires urbaines et péri-urbaines semblent désormais inadaptées** à la majorité des situations.

Aujourd'hui, selon l'Insee, 95 % des Français vivent dans des communes sous influence urbaine : 65 % dans un pôle urbain et 30 % dans les espaces périurbains, ce qui représente respectivement 42,5 et 19,4 millions de personnes. Les Français ne sont plus que 5 %, soit 3 millions d'habitants, à résider dans des communes hors de l'influence des villes⁵ Le CGET, dans sa note « Aménager les nouvelles ruralités » rappelle que « si l'on regroupe, parmi les campagnes, l'ensemble des petites villes, bourgs, espaces périurbains et hors d'influence des villes, qui partagent une densité de population relativement faible (moyenne de 54,4 hab./km² avec des valeurs extrêmes allant de plus de 4 000 hab./km² à moins de 5 hab./km²), les campagnes comptent plus de 27,4 millions d'habitants. Ainsi, 43,8 % de la population totale, répartis sur 90 % du territoire, résident en-dehors des grands pôles urbains comprenant plus de 10 000 emplois. »

Des espaces nouveaux, indéfinis, composant avec une urbanité diffuse, centrée ou étalée, sont à considérer et le dialogue entre ville et campagne à approfondir. Les échanges font état de la recomposition administrative et politique, illustrée par les lois de décentralisation et notamment la loi NOTRe. Dans ce contexte d'évolution des normes politiques et administratives, les territoires se transforment, ils renouvellent leurs aménagements de services et de réseaux, ils explorent

4. Rencontres nationales Projets artistiques et culturels en milieu rural - Nouveaux défis et nouveaux récits pour les territoires ruraux, les 7 & 8 novembre 2018 en Ardèche, Synthèse, Fedelima, Famdt, Thema, Ufisc, Cermosem, Smac 07, rédaction Réjane Sourrisseau

5. <https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-03-cget-07-2015.pdf>

leurs mises en relations et leurs coopérations. Cela oblige à modifier les postures des élus et des professionnels de collectivités, comme celles des acteurs et actrices. En outre, revient souvent l'affirmation que le rural n'est pas en dehors du monde mais lui est très souvent directement connecté. Cela se lit autant dans le souhait, si souvent exprimé par les personnes, de lier l'agir local et le penser global que dans les financements européens qui viennent agir sur les projets de territoires locaux.

Au travers des différentes rencontres émergent des indices qui dessinent **des caractères communs** : la faible densité de population, le rapport à l'étendue et à l'espace, le sentiment de territoire vaste, la contrainte de déplacement et la préoccupation constante de la mobilité (accessibilité géographique), des formes d'isolement, l'éloignement des grands centres urbains, de petites collectivités, les faibles moyens de ces collectivités et des services publics, la recherche d'une qualité de cadre de vie, une logique à rebours du centre, un rapport renouvelé à la nature, un souhait de sociabilité...

Ces échanges corroborent des éléments de l'analyse du CREDOC⁶ réalisée en 2001 auprès des Français sur leur rapport à la ruralité. Ainsi ils sont 4 Français sur 10 à considérer y habiter alors que seule 25% de la population est concernée par la définition de l'Insee. La plupart des périurbains considèrent qu'ils vivent à la campagne. De nombreux habitants de communes de moins de 20 000 habitants déclarent y résider. Toutefois si 42% des français disent habiter à la campagne, ils ne sont plus que 22% des actifs à déclarer y travailler. L'enquête dévoile un rapport affectif des Français à la ruralité. La qualité du cadre de vie et de l'environnement des campagnes séduit et l'espace rural bénéficie d'une opinion positive. Espace de vie calme, dénué de bruit et de pollution, paysage naturel préservé, possibilités pour l'éducation des enfants... **le territoire rural apparaît plein de promesses**. C'est aussi ce que révèle l'étude⁷ « *Territoires ruraux : perceptions et réalités de vie* » réalisée par l'IFOP pour le compte de Familles Rurales en 2018. Elle montre que pour 81% des Français vivre à la campagne représente la vie idéale, qu'ils y travaillent ou non. Toutefois, alors que spontanément, les ruraux associent d'abord la ruralité à la qualité de vie et au bien-être, les Français en général l'associent plutôt à des difficultés socio-économiques. 59% des Français estiment que le monde rural est « en déclin » contre seulement 43% des ruraux. Soulignons néanmoins que s'ils sont attachés

à leurs territoires et en revendiquent le dynamisme, 51% des ruraux estiment que le monde rural est « abandonné », sentiment renforcé lorsque les services publics manquent. De plus, la distance de son lieu de vie au centre-ville de la ville moyenne la plus proche apparaît comme un critère déterminant : plus l'éloignement est important, plus le sentiment d'abandon, de disparition des services de proximité et de pessimisme est élevé. Il existe également des disparités marquées selon les régions : 51% des ruraux vivant en Hauts-de-France associent la ruralité au mot « déclin » mais seuls 33% des ruraux bretons partagent cette opinion concernant leur territoire.

Si ces évolutions commencent à être mieux prises en compte dans les analyses institutionnelles (telles par exemple les nouvelles cartographies définies par le CGET⁸ ou les lectures du baromètre de la cohésion territoriale⁹) et les volontés de traduire plutôt des systèmes territoriaux, il s'agit d'aller plus loin et de dépasser la définition statistique ou même géographique pour **penser et observer le territoire vécu, habité...**

Une polysémie des territoires

Des mots d'hier : *Habitat rural - Exode rural - Désenclavement - Bassin - Urbanisation - Autarcie - Circulation - Quartiers - Villes/campagnes - Frontières - Périphéries - Notables*

Des mots d'aujourd'hui : *Métropolisation - Environnement - Empreinte écologique - Société Publique Locale - Réseaux - Ville-territoire - Mobilité - Mixité - Territoires - Interfaces - Gouvernance - Acteurs*

Des mots pour demain ? *Synapses - Tiers lieux - Interterritorialité - Hybride - Périrural - Naturbanisme - Nomade urbain - Lieu-monde - Ecologie - Passeurs - Design*

Des territoires polysémiques et polymorphes

- *Territoires administratifs, territoires politiques, gouvernance territoriale, aménagement du territoire, intérêt du territoire...*
- *Territoires économiques, développement local, attractivité du territoire, marketing territorial, localisation des activités...*
- *Bassin de vie, territoires sensibles, territoires vécus, territoires habités, territoires d'accueil, territoires de proximité*

La notion de territoire est à prendre ici dans toute son « épaisseur » : elle renvoie aux dimensions physiques, géographiques, administratives, patrimoniales et historiques ainsi qu'à celles d'espace de vie et de représentations symboliques,¹⁰ de fabrique culturelle en

6. Les Français et l'espace rural I. Bérard - R. Bigot - G. Hatchuel Sourcing Crédoc N°Sou2001-1399 juillet 2001
7. <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/10/Rapport-Étude-RURALITES-d%C3%A9f.pdf>

8. <https://cartotheque.cget.gouv.fr>
9. <https://www.cget.gouv.fr/dossiers/rapport-cohesion-territoires>
10. Augustin (J.-P.), Lefebvre (A.) (dir.) – Culture en région – Perspectives territoriales pour la culture », Norois, 198 | 2006, 81-82

mouvement, ouverte à la reconnaissance des diversités, d'écosystème pour le vivant dans tous ses aspects (non restreint à l'humanité).

Des problématiques qui restent vives

L'enjeu démographique et intergénérationnel s'impose depuis des années au regard de territoires souvent vieillissants mais bénéficiant aujourd'hui également de formes d'installation nouvelles (résidentialisation, néo-ruraux, lien ville-campagne...).

Il pose avec acuité le **défi du renouvellement des modes de vie** au regard du changement des générations, de la diversité des parcours de personnes, de leurs trajectoires. Il oblige à penser les partages d'identités culturelles, les échanges et hybridations qui naissent de la diversité, les dynamiques des tissus locaux socio-économiques, politiques, culturels...

Les **inégalités sociales, territoriales, culturelles** doivent s'analyser de manière plus fine, dans les systèmes territoriaux et la diversité des parcours. Les populations ne sont pas homogènes.

La mutation numérique est en construction. Les enjeux de désenclavement ont changé d'objet mais demeurent vifs (grande vitesse, haut débit, accessibilité). Comme en témoignent récemment les alertes liant justice sociale et justice environnementale et les expressions régulières des « gilets jaunes » depuis novembre 2018, **la mobilité demeure une clé sociale majeure, qui vient rencontrer l'enjeu écologique.**

De fait, les inquiétudes se font vives et nombreuses : constat d'une perte de la biodiversité, crise énergétique, diminution des services publics, difficulté d'accès à l'emploi, vieillissement des populations, renouvellement profond des métiers, inégalités entre les femmes et les hommes etc.

Les échanges témoignent de ces incertitudes quant à l'avenir et du risque que constituent **l'attirance vers le repli** et les phénomènes de conservatisme et de refus de l'altérité. Les votes à l'extrême droite sont aussi constatés.

Dans ce contexte ambivalent, les acteurs expriment le souhait de **(re)mettre en avant les valeurs humanistes et écologiques** à la fois à travers l'accès à des espaces de sociabilité et de vie en commun, le pragmatisme de solutions socio-économiques et la proposition de construire de nouveaux imaginaires et de respecter les diversités culturelles.

Les territoires ruraux, des fabriques culturelles par les personnes : l'enjeu des droits culturels

Les échanges ont amené à interroger ce qui fait culture dans les territoires ruraux. Pour les acteurs, le terme de culture est à saisir de façon large, dans un processus liant finement les personnes et les environnements dans lesquels ils vivent. Chaque personne est reconnue comme être de culture, développant tout au long de son existence un processus d'identification culturelle, partageant ses ressources culturelles et ayant le droit de participer à la vie culturelle.

« La culture comprend notamment le mode de vie, la langue, la littérature orale et écrite, la musique et la chanson, la communication non verbale, la religion ou les croyances, les rites et cérémonies, les sports et les jeux, les méthodes de production ou la technologie, l'environnement naturel et humain, l'alimentation, l'habillement et l'habitation, ainsi que les arts, les coutumes et les traditions, par lesquels des individus, des groupes d'individus et des communautés expriment leur humanité et le sens qu'ils donnent à leur existence, et construisent leur vision du monde représentant leurs rapports avec les forces extérieures qui influent sur leur vie. La culture façonne et reflète les valeurs de bien-être ainsi que la vie économique, sociale et politique d'individus, de groupes d'individus et de communautés. »

Observation générale 21 relative au « Droit de chacun de participer à la vie culturelle » (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

La culture est donc comprise dans un sens qui dépasse la détermination usuelle des politiques dites culturelles et du champ artistique pour interroger nos manières de construire ensemble nos modes de vie, nos organisations, nos relations.

Souhaitant mettre en avant cette vision de la culture, les acteurs choisissent de s'intéresser aux droits culturels, qui sont inscrits dans l'ensemble indivisible, interdépendant et universel des droits humains. Les droits culturels peuvent être définis comme les droits et libertés de participation, d'accès et de contribution aux ressources nécessaires au processus d'identification culturelle développé tout au long de la vie des personnes, seule ou en groupe.¹¹ Répondant à la responsabilité visée par les droits humains de justice sociale et de

11. P. MEYER-BISCH et M. BIDAULT, 2010, Déclarer les droits culturels : commentaires à la Déclaration de Fribourg Zürich/ Bruxelles, Schulthess / Bruylant

paix durable, ils visent à Faire Humanité ensemble¹² en recherchant la progression des libertés, des responsabilités, des capacités des personnes.

Ils sont directement associés à la diversité culturelle¹³ définie comme le patrimoine culturel¹⁴ commun de l'humanité. La diversité culturelle est en effet en mouvement et est finement liée aux personnes et aux territoires de vie. Se fondant tant sur les identités-réseau¹⁵ et les capacités des personnes¹⁶ que sur des ressources patrimoniales, historiques, des savoir-faire et usages populaires, **la diversité culturelle aide à déconstruire les représentations figées et à penser une ouverture du territoire à une variété de références.** Elle concourt à une fabrique des territoires dynamiques.

De plus, la loi Nouvelle Organisation des Territoires de la République (NOTRe) votée en 2015 prend justement cette notion de la culture comme référentiel et définit en son article 103 que la responsabilité publique en matière culturelle s'exerce de façon conjointe par l'Etat et les collectivités dans le respect des droits culturels des personnes.

Ceci ne va pas sans remise en cause profonde de la pensée de la culture en France et de la capacité à « faire humanité » sur les territoires en respectant la diversité culturelle. Ainsi en 2013, la FNCC (Fédération nationale des collectivités pour la culture) exprime ce changement dans son texte d'orientation politique « il nous faut aujourd'hui promouvoir une politique culturelle qui place la reconnaissance des droits culturels au fondement de son action et la dignité des personnes comme son objectif central, permettant ainsi la prise en compte du désir d'expérimentation créatrice de chacun et la valorisation des identités collectives, et par-delà, le dialogue entre les individus et les groupes ».¹⁷

Les droits culturels définissent ainsi une vision politique et un cadre éthique permettant de réinterroger au long cours les pratiques et les cadres d'organisation de nos sociétés pour intégrer

12. Voir les articles de Doc Kasimir Bisou sur Profession Spectacle : <http://www.profession-spectacle.com/author/jean-michel-lucas>
13. Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle
14. Convention de Faro sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, conseil de l'Europe
15. GLISSANT (E), Poétique de la Relation, Editions Gallimard - GLISSANT E., 2010 : un monde en Relation, film documentaire réalisé par Manthia Diawara, K'a Yelema Productions, 2010, 52 min
16. Amartya SEN, L'idée de Justice, Flammarion, 2012.
17. Texte d'orientation politique de la FNCC - « Des politiques culturelles pour les personnes, par les territoires » https://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2013/04/Document_d_orientation_de_la_FNCC.pdf

pleinement l'objectif d'émancipation dans les parcours des personnes. Pour de nombreux acteurs de l'économie sociale et solidaire, s'inscrire dans ce cadre politique et éthique permet de réfléchir collectivement aux défis contemporains sans s'enfermer dans une dimension technique et normative à laquelle la banalisation d'une professionnalité dépolitisée les renvoie sans cesse. De plus, la globalité attachée aux droits culturels oblige à sortir du silo et des corporatismes, pour penser le « vivre-ensemble », l'interterritorialité, les solidarités. Leurs principes collectifs de construction et de mise en œuvre appellent à la participation de tous et à l'approfondissement de la vie démocratique.

Quand les acteurs de l'économie sociale et solidaire s'engagent autour des droits culturels pour faire progresser les libertés, Patricia Coler pour le Collectif pour une démarche de progrès par les droits culturels, 2017, RIUESS.

Les jeunes adultes (18-35 ans) : une période de construction de parcours divers

Une période de transition

Le groupement AJITeR a choisi de s'intéresser à une catégorie construite dite de « jeunes adultes » rassemblant des personnes sur la période de vie de 18 à 35 ans, habitant (de toutes les manières) les territoires ruraux.

La catégorie « jeunes adultes », définie ici par la tranche d'âge 18-35 ans, est une construction voulue en vue de s'intéresser à cette période de la vie entre l'enfance et l'âge adulte. En effet, il n'existe pas de définition officielle de l'âge de la jeunesse ; les définitions et tranches d'âge changent en fonction des institutions, pays, contexte etc.

Évidemment, cette catégorie concerne des personnes extrêmement diverses, de par leurs identités, leurs environnements, leurs éducations, leurs origines, leurs positions sociales etc. Évidemment, il n'est pas aisé de découper l'accompagnement des personnes selon une tranche ainsi définie comme si la période ne dépendait pas de ce qui se passe avant ou s'arrêterait sans prendre en compte ce qui se passe après.

Toutefois, pour les acteurs, **cette tranche de « 18 à 35 ans » représente une période marquée par les transitions et les constructions.** Elle est souvent considérée comme un passage, une transition « vers » et est marquée par différentes étapes (terminer son cursus scolaire

et/ou universitaire, , quitter le nid familial, disposer d'un logement autonome, trouver un travail ou tendre vers etc.), qui sont souvent aujourd'hui des ruptures (subies ou choisies). Dans cette période de passage à maints égards, les jeunes adultes dessinent des choix de vie, confrontés à des contraintes et des opportunités, élaborant parfois des stratégies pour leurs parcours citoyen, familial, amical, professionnel etc.

La jeunesse est un passage, la période où l'on fait des choix de vie, des choix professionnels, une période de transition entre le monde de la formation au monde du travail. Elle est un temps d'apprentissage, de construction de sa personnalité, d'un esprit critique, un temps d'ouverture au monde, de construction et d'affirmation de ses propres convictions, d'autonomie intellectuelle. C'est la période des choix, de l'émancipation, de l'acquisition de l'autonomie matérielle, de la prise de distance avec sa famille, pour la construction de sa propre vie. C'est la période où on acquiert une pleine citoyenneté, où l'on peut commencer à participer à la vie de la société, à la vie de son territoire.

Accueillir les jeunes en milieu rural – Pour des territoires solidaires – MRJC – Injep – cahier de l'action n°10

Une diversité de personnes et de parcours

Comme souligné précédemment, même si on peut discerner des traits communs, **la catégorie «jeunes adultes» n'est pas homogène.**

- La tranche d'âge rassemblant les 18 à 35 ans montre ainsi souvent, selon les échanges entre acteurs, des distinctions entre une suite de l'adolescence marquée encore par des temps de formation et d'instabilité entre 18 et 25 ans et une période de choix d'installation et d'élaboration plus pensée dans son parcours professionnel ou familial entre 25 et 35 ans. Néanmoins, cela ne constitue en rien une règle et les logiques sont plus mêlées lorsqu'on constate qu'à 20 ans, certains entament leur deuxième année d'études supérieures, alors que d'autres sont déjà au travail depuis 4 ans.
- De même, la situation sociale est régulièrement citée comme élément différenciant dans les parcours, les inégalités de revenus et de possibilités générant des contraintes et des obstacles, qui sont à observer en particulier dans le champ artistique et culturel.
- Les inégalités entre les femmes et les hommes, et plus encore les formes d'assignation ou de freins au parcours en fonction des identités genrées sont aussi largement soulevées dans les échanges.

Bien d'autres caractéristiques relevées dans les échanges pourraient

être prises en compte (origine, cadre familial, expériences, formation...).

Elles montrent que **les processus d'identification culturelle et de construction de son parcours sont bien liées à chaque personne, unique et singulière**, qui ne peut être réduite à des catégories issues le plus souvent de logiques statistiques ou de dispositifs de politiques publiques. La complexité issue de cette diversité d'« être au monde » doit pouvoir être prise en compte.

Suite à de nombreuses recherches en sociologie, on constate qu'il n'y pas « une » mais « des » jeunesses rurales. Cette acceptation des inégalités sociales entre jeunes repose sur l'idée que la jeunesse est une catégorie polysémique recouvrant des réalités différentes, et qui plus est soumise à des usages variés dans le sens commun comme dans la littérature grise. Les travaux présentés montrent la nécessité de penser « les jeunes » – en l'occurrence ruraux mais cela vaudrait pour les autres – en fonction des différentes positions qu'ils occupent dans l'espace social.

Coquard B., Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

► <https://injep.fr/wp-content/uploads/2018/09/rapport-2015-03.pdf>

Quel portrait pour les jeunes adultes ruraux ?

Cette catégorie des jeunes adultes est à regarder plus spécifiquement dans le cadre des territoires ruraux. Toutefois, les études montrent que globalement l'opposition urbain / rural est aujourd'hui à déconstruire et que les différences entre les jeunes ruraux et les jeunes urbains tendent à se gommer.

D'ailleurs dans les échanges pointent déjà la difficulté à circonscrire précisément ce qu'est un jeune adulte d'un territoire rural : est-ce son lieu d'habitation, son travail, son appartenance marquée par des retours réguliers en période de formation, etc. qui fondent sa ruralité ?

Au regard de l'Insee, les jeunes de 15 à 29 ans sont 1,6 millions à résider dans l'espace à dominante rurale, qui accueille globalement 18 % de la population française. Selon l'avis du CESE « Place des jeunes dans les territoires ruraux » : très divers, les jeunes ruraux témoignent d'un fort attachement à leur territoire ; toutefois, ils se sentent trop souvent relégués et sont confrontés à plusieurs obstacles durant leurs parcours : l'accès à la santé, aux loisirs, à la mobilité.¹⁸

18. « Place des jeunes dans les territoires ruraux », Avis du CESE, 2017.

« Du fait que le rural soit perçu comme relevant du traditionnel et du temps jadis, les jeunes ruraux ont surtout été décrits comme des paysans mal adaptés aux évolutions de la société moderne. Mais cette vision misérabiliste et folkloriste a largement été invalidée par les recherches récentes. Le regain d'intérêt pour les études sur les jeunes ruraux offre une connaissance plus juste de leur situation qui n'est pas essentiellement différente de celles des jeunes urbains. Les spécificités des jeunes ruraux tiennent pour beaucoup au fait qu'ils sont en grande majorité issus.e.s de milieu populaire et font moins d'études que leurs homologues urbains. Les jeunes ruraux sont aussi placés face à un dilemme récurrent entre partir ou rester vivre et travailler au pays, dans un contexte de mutation de l'économie rurale, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. »

Coquard B., *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.*

► <https://injep.fr/wp-content/uploads/2018/09/rapport-2015-03.pdf>

Qui sont les jeunes ruraux ?

En juin 2019, l'INJEP a publié une étude sur les jeunes ruraux (15-29 ans) à l'aide de données sociodémographiques du recensement de 2015, en comparaison avec leurs homologues urbains.

Il y a 11,7 millions de jeunes de 17 à 29 ans en France soit 35% de la population (recensement 2015) dont 3,2 millions, soit 27 % d'entre eux, vivent dans le rural (définition selon la grille communale de densité de l'INSEE).

Départ et retours en milieu rural :

Les jeunes ruraux sont plus nombreux en zone rurale à 15 ans qu'à 29 ans :

- Les jeunes de 15-17 ans vivent plus chez leurs parents que les urbains mais ils sont plus nombreux à partir entre 18 et 27 ans (une tendance supérieure chez les femmes)
- À 29 ans, 29 % des jeunes résident dans l'espace rural, soit 7 points de moins qu'à 15 ans.

Ils vivent moins souvent seuls que les jeunes urbains et plus longtemps chez leurs parents. Quand ils en partent, c'est plus souvent pour vivre en couple et fonder une famille (41 % vivent en couple avec enfant contre 26 % pour les urbains).

Études :

Les jeunes ruraux :

- s'orientent plus vers des formations professionnelles et des apprentissages
- sont plus nombreux à avoir le baccalauréat
- sont beaucoup moins nombreux à avoir un diplôme supérieur (28 % contre 37 % d'urbains)
- sont à taux à peu près égal de 25-29 ans ni en étude ni en emploi (18% contre 20% d'urbains)

Activité professionnelle :

Ils sont en activité plus précocement qu'en ville, surtout les hommes. Les jeunes hommes occupent plus majoritairement un poste d'ouvrier et les jeunes femmes des postes d'employées.

Domiciliation et mobilité :

Ils sont deux fois moins que les jeunes urbains à travailler sur leur commune d'habitation, ce qui fait de la mobilité un enjeu essentiel.

« Pour conclure, malgré une offre de formation plus restreinte qui limite la durée de leurs études et partant leur niveau de qualification, malgré un accès à la mobilité qui peut entraver leur insertion professionnelle, les jeunes ruraux restent attachés à leur territoire et ont plus qu'en ville confiance dans les relations de proximité, ce qu'ils montrent sans doute en étant par ailleurs plus investis dans le bénévolat que les jeunes urbains »

Fiche repère de l'INJEP :

► http://injep.fr/wp-content/uploads/2019/06/FR45_jeunes_ruraux.pdf

Les jeunes adultes, avenir pour les territoires ?

Pour les acteurs réunis, la question démographique et du renouvellement des générations impose de s'intéresser aux « jeunes adultes » qui font la société d'aujourd'hui et de demain : quel sens veulent-ils y apporter, quelles sont leurs aspirations, quels peuvent être leurs parcours ?

Au regard des phénomènes de désertification ou de nouveau démographique des campagnes, se pose alors la question de leur installation dans le territoire entre maintiens, retours et accueils et plus largement de leurs relations aux territoires ruraux.

Alors qu'il semble y avoir un regain d'intérêt des territoires ruraux, pour des jeunes issus de la ruralité qui veulent pouvoir « vivre au pays » ou chez certains jeunes urbains, aux motivations diverses (aspiration à moins de précarité vécue dans les grands pôles urbains, volonté de renouer avec les espaces naturels (notamment avec la conscientisation des effets liés au changement climatique), accès à des espaces de possibles, de liberté et de créativité, etc.), quels nouveaux imaginaires et possibles sont-ils en train de se construire ? Quels sont leurs ambiguïtés et leurs difficultés ? À quel développement local appelle ces parcours de jeunes adultes ?

Pour les acteurs, il s'agit donc de **comprendre les relations tissées par ces jeunes adultes dans leur parcours avec des territoires qui s'élaborent en permanence et les formes de ressources et de capacités qu'ils y apportent.**

Cette période est souvent moins étudiée que celle des plus jeunes (0 à 18 ans) pris en compte dans le cadre des politiques scolaires et d'éducation artistique et culturelle. Aussi est-il souvent plus difficile pour les structures culturelles d'avoir un discours élaboré sur ce sujet et de discerner la spécificité de leurs pratiques à leur endroit.

Pourtant, public de spectacles ou d'événements, bénéficiaires d'actions culturelles, praticiens d'arts plastiques, de théâtre ou de musique, bénévoles de lieux ou de festivals, ou encore salariés et porteurs de projets culturels, ces jeunes adultes sont nombreux à être impliqués dans les démarches qui se développent en territoire rural. De même, de nombreuses initiatives, visibles aujourd'hui en ville, viennent aussi d'expérimentations dans les territoires ruraux (itinérance, circuit-courts, pluriactivité, mutualisation...).

Il semble alors essentiel de prendre pleinement conscience de cette capacité des jeunes adultes à être des contributeurs actifs de la vie des territoires ruraux. Plus encore, par leurs vécus et leurs expériences, ils sont des agents du changement social.

Problématiques des jeunes adultes en milieu rural

Les différentes rencontres publiques organisées, les ateliers de travail dédiés ainsi que les entretiens avec les personnes et les structures, notamment lors de la constitution des fiches projet, ont permis de faire émerger plusieurs axes de problématiques. Ceux-ci, discutés lors des temps collectifs, ont été mis en perspective avec des analyses tirées de plusieurs documents ressources et ouvrages traitant de ce sujet. Ainsi, nous avons pu dessiner une première carte de problématiques.

Construire son identité et penser des imaginaires contre les assignations

Parce que c'est une période de choix et de transition, la phase de 18-35 ans est un moment important dans la construction de son identité culturelle, ou plus exactement dans son processus d'identification culturelle. Moment de mise en question des communautés de proximité, de découverte d'altérités par des expériences dans les études, le travail, l'engagement, la période est propice pour interroger, mettre à distance voire remettre en cause des formes d'assignation plus ou moins fortes et subies. Pour exemple, la délégitimation culturelle des territoires ruraux et des personnes qui les « habitent » alimente des formes de représentation négative et de déni de leurs capacités d'actions.

« Cette vision du monde de sens commun, selon laquelle les élèves ruraux auraient une différence « culturelle » avec les urbains, apparaît infondée dans l'ensemble des travaux récents. Leur niveau scolaire, tout d'abord, en primaire et collège est semblable à celui des élèves urbains, bien que le profil sociologique des ruraux soit plus populaire. Et comme l'affirment Yvette Grelet et Céline Vivent, « contrairement aux idées reçues », « vivre dans un territoire rural n'est pas pénalisant pour la scolarité [car] le fort engagement des parents et des équipes éducatives, ainsi qu'un maillage associatif très développé, compensent l'éloignement aux ressources pédagogiques, culturelles et sportives ».

Coquard B., Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

La dimension artistique accompagne les jeunes adultes dans cette phase de rencontres et de partage et dans leur possibilité à agir de façon plus libre et autonome. Dans l'accès (variétés de références musicales, littéraires, de danse, de spectacle ...), la pratique ou l'expression artistique, les jeunes adultes participent à se penser, à penser l'autre, à faire relation. Que ce soit par l'approfondissement d'un registre ou grâce au choix d'une diversité d'approches, les choix artistiques se précisent, se confortent, se bousculent, participant à la construction de la personne.

En outre, la recherche de sens se fait prégnante dans cette période de transition. Et dans des territoires ruraux confrontés à des formes de conservatisme ou d'inégalités, la question du « vivre autrement » prend vite une place dans les débats. La construction d'un nouvel imaginaire est appelée, souvent par une prise de conscience des menaces prégnantes sur l'écologie ou des difficultés matérielles réelles et vécues dans les territoires.

Rapport à la nature, place dans un monde globalisé, enjeux de solidarité, envie d'agir, ... les témoignages dans les ateliers identifient par touche des éléments qui pourraient conduire à un mieux vivre. Les interrogations se portent sur le « comment faire ». Les associations et structures d'économie solidaire sont appréhendées comme des espaces de ce faire autrement, d'une alternative à des modèles dominants destructeurs voire des espaces d'engagement pour progresser vers un monde meilleur.

Faire relation et « bien vivre ensemble » dans la diversité

Les territoires ruraux sont aujourd'hui « habités » par une diversité de personnes aux situations singulières. Les jeunes adultes sont tout particulièrement traversés par cette diversité dans une période de choix et de développement du parcours de vie, d'emploi, de famille etc. Ils sont issus de différents milieux sociaux, genres, origines, territoires (entre péri-urbain et géographie plus enclavée), cultures... Entre jeunes gens venus développer leurs activités et leur vie en milieu rural, jeunes pauvres assignés au territoire, jeunes issus de famille installée en ruralité et se formant ou travaillant en ville, jeunes immigrés ruraux ou urbains venus dans les campagnes françaises, jeunes revendiquant de travailler « au local » ou de jeunes partis dans une autre région et revenant régulièrement pour mener des activités sociales dans leur territoire d'enfance, la diversité des jeunes adultes, de leurs expériences, de leurs motivations, de leurs

attentes est une réalité à prendre en compte pour favoriser le bien vivre-ensemble.

Les difficultés du « vivre ensemble » sont de deux ordres : celles liées au comportement individuel et celles liées aux contraintes du territoire, tel que nous le définissons dans cette étude, un espace cohérent de par ses réalités géographique, culturelle, historique... Le choc des cultures et l'hétérogénéité de la population peuvent entraîner des incompréhensions, parfois des peurs ou des frustrations. L'arrivée de nouveaux habitants sur un territoire, avec des différences sociales et culturelles, modifie les repères collectifs.

Accueillir les jeunes en milieu rural – Pour des territoires solidaires – MRJC – Injep – cahier de l'action n°10

Une vie en commun dans les territoires dits ruraux peut-elle se redessiner ?

Les jeunes adultes doivent pouvoir pleinement participer à cette fabrique du territoire en mouvement empreinte de diversité. L'installation et l'accueil des jeunes adultes dans les territoires ruraux pose la question de l'écosystème relationnel. Celui-ci va favoriser les rencontres, l'interconnaissance pour encourager une meilleure compréhension de l'autre, sa reconnaissance et sa légitimité. Il permet la discussion sur ce qui fait territoire, sur les besoins de celui-ci, ses évolutions... Au-delà de cette reconnaissance, il semble aussi essentiel de privilégier la manière dont est favorisée la participation des jeunes adultes aux réseaux de sociabilité et aux systèmes d'actions du territoire.

L'intégration, ce n'est pas seulement l'accès à un emploi, à un logement, à des services, c'est aussi l'inscription dans un réseau social et dans un territoire, la compréhension de ceux qui y vivent et la capacité de « vivre avec ». La construction du « vivre ensemble » est la ligne d'horizon de l'acte « d'intégrer ». Enfin, l'intégration est également un processus dynamique, fait d'interdépendances... Quand une personne s'intègre sur un territoire, cela a aussi des conséquences pour ce territoire. S'intégrer, c'est contribuer par sa simple présence, par son action et ses engagements, par son travail, par les relations sociales nouvelles qui se créent, à transformer l'espace et la communauté dans lesquels on s'intègre.

Accueillir les jeunes en milieu rural – Pour des territoires solidaires – MRJC – Injep – cahier de l'action n°10

À rebours d'une logique d'individualisation et de concurrence des individus jugée brutalisante ou appauvrissante, se lisent aussi des souhaits de s'orienter vers des formes plus collectives, voire coopératives. Le réseau d'amicalité ou de parentalité, la structure de travail ou d'engagement, peuvent à la fois représenter des communautés plus ou moins protectrices et/ou enfermantes. Les solidarités sélectives se révèlent parfois aussi être excluanes.

[...] cette enquête réalisée par de Lafond et Mathieu met en lumière trois facteurs prépondérants dans la « galère » des jeunes ruraux : l'emploi, le lien social et la mobilité. Le lien social et la mobilité constituent ainsi des adaptations à la précarité ou à la disparition des emplois. Les auteures soulignent également un phénomène de « déplacement régulier d'une population urbaine en difficulté » vers les zones rurales : « Cette population migrante part à la campagne attirée par un hypothétique travail, une solidarité mythique, dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie, quittant la ville et ses aspect vécus comme négatifs. »

L'article pointe également un paradoxe, observé ensuite dans d'autres contextes ruraux et urbains : celui d'une interconnaissance à double tranchant en ce qu'elle protège mais aussi qu'elle stigmatise et parfois exclut (notamment les « nouveaux arrivants » précaires). La « survivance des solidarités rurales » apparaît ainsi réelle mais très sélective.

Coquard B., *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.*

Or il ne s'agit pas d'oublier les difficultés très importantes vécues par certains jeunes, les situations de précarité et de pauvreté, les phénomènes de fragilité voire d'errance sont aussi une réalité du milieu rural. Rappelons que globalement 20 % des jeunes ruraux de moins de 30 ans ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté soit 4,5 millions jeunes (selon les chiffres clés de l'Injep).

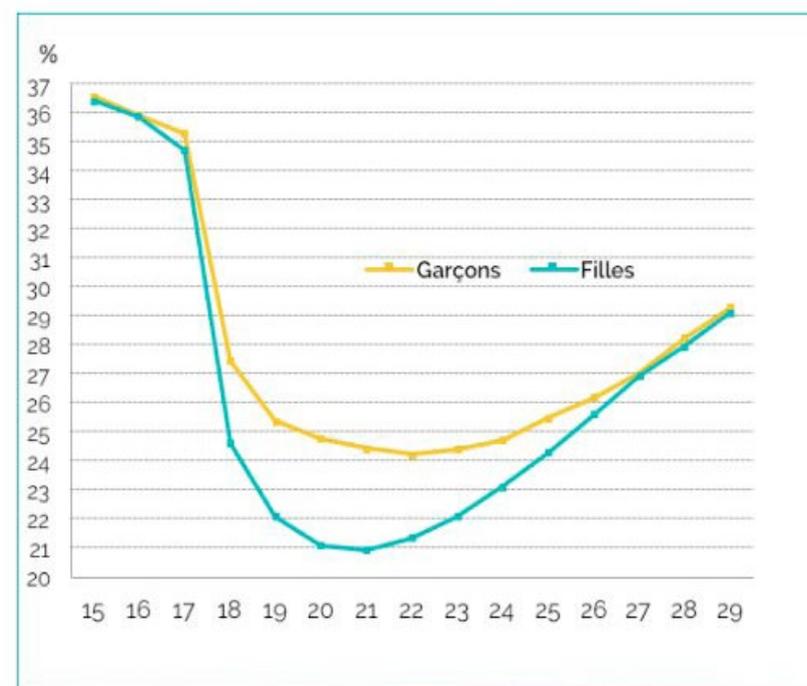
Les jeunes de la galère rurale peuvent être comparés aux jeunes de banlieue. Ils souffrent du chômage, d'un exode rendu impossible ou viennent au contraire des zones urbaines dans l'espoir d'une vie meilleure.

Lafond de V., Mathieu N., 2003, « Jeunes ruraux en difficulté et interventions pour l'insertion. Incidence et prise en compte des spécificités liées aux contextes territoriaux », *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, no134, p.31-47

Rester ou partir ? Venir et revenir ?

La mobilité des jeunes ruraux est une réalité vécue, donnant lieu à de nombreux témoignages. Elle est rendue visible par les statistiques consolidées de l'Insee. Pour rappel, la dernière étude de l'Injep (données 2015) montre qu'à 29 ans, 29 % des jeunes résident dans l'espace rural, soit 7 points de moins qu'à 15 ans. Le graphique ci-dessous rend particulièrement bien compte des mobilités, marquées par le genre, qui traversent la période de la jeunesse entre les études, les premières expériences professionnelles ou encore l'installation de la vie familiale.

Part de jeunes vivant dans le rural par sexe et âge



Source : INSEE, Recensement de la population de 2015, traitements INJEP-MEDES.
Champ : France hors Guadeloupe, Guyane et Mayotte.

@« Le piège, le rempart et l'espace revendiqué »¹⁹ est la manière de résumer trois types de discours qui parlent du rapport des jeunes à cette mobilité et à leur appartenance au territoire. Elle témoigne bien d'une ambivalence vécue autour de la relation aux territoires ruraux.

Dans l'enquête du MRJC, une question sur le sentiment d'appartenance au lieu de vie fait apparaître que 63 % des personnes interrogées se sentent appartenir à leur lieu de vie. Cependant, l'attachement décrit apparaît comme défensif de la part de jeunes qui ont peur de partir. Le fait de partir du territoire et d'être confronté à d'autres, de supporter parfois les stéréotypes fait souvent émerger l'appartenance à ses racines. Et quand la profession le permet, de nombreux jeunes reviennent.

Accueillir les jeunes en milieu rural – Pour des territoires solidaires – MRJC – Injep – cahier de l'action n°10

Ceux qui restent expriment apparemment leur regret de vivre « dans un coin paumé », mais dans le même temps, ils valorisent cet espace où l'on connaîtrait « tout le monde » dans l'entre-soi des gens du coin.

Les jeunes ruraux, de moins en moins distincts des jeunes urbains de classes populaires par leurs goûts et leurs modes de consommation, sont en revanche animés par le regret d'un passé où le travail, ici, ne manquait pas et donnait, dit-on, de la valeur aux gens.

Parcours de Jeunes et Territoires – Rapport de l'observatoire de la Jeunesse 2014

Des raisons documentées de moindre accès à la formation, à l'emploi ou au logement sont aussi des incitations fortes à quitter le territoire. Et le départ massif de jeunes pose évidemment question. Ces départs montrent de plus des particularités puisque l'on voit que les (jeunes issu.e.s de catégories socio-professionnelles supérieures) sont plus nombreux à suivre des études en dehors du territoire ou que les filles et les diplômés sont surreprésentés parmi les jeunes ruraux qui partent.²⁰ En outre, ces mobilités sont souvent empreintes d'obstacles matériels et de difficultés relationnelles pour des jeunes gens en construction.

19. Coquard B., Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

20. Parcours de Jeunes et Territoires – Rapport de l'observatoire de la Jeunesse 2014, p.199 - Partir ou rester ? Le dilemme des jeunes ruraux. Benoît Coquard, doctorant en sociologie (GRESO-CMH), ingénieur d'études à l'université de Poitiers

Les différentes émigrations des jeunes ruraux, qu'ils soient étudiants ou non, précaires ou non, maintiennent au bourg la perspective d'une vie en ville et montrent à quel point le monde rural est lié au développement du monde urbain, aux politiques d'État (démocratisation scolaire, métiers de l'armée) et à la mondialisation (délocalisation des usines). L'enquête ethnographique sur le destin d'une génération locale vient ainsi prendre à rebours les clichés qui tendent à présenter cette population rurale à la fois comme « coupée du monde » et comme un tout homogène. Néanmoins sous un autre angle, le départ massif des jeunes pose question quant à l'avenir de ce type de territoire. Hormis quelques niches extralocales telles que les pompiers de Paris, l'habitus que les jeunes ruraux héritent des générations ouvrières précédentes est de moins en moins valorisé sur le marché du travail et sur le marché matrimonial. Dans ce contexte, les ressources distinctives de ces jeunes reposent de plus en plus sur leur capacité, selon eux, à se différencier, notamment par le vote Front national, de la minorité du pire que représentent, en premier lieu, les jeunes de cité et aussi les jeunes les plus précaires de leur entourage.

Parcours de Jeunes et Territoires – Rapport de l'observatoire de la Jeunesse 2014

Les rapports à la ruralité ont tendance à évoluer en fonction de l'âge des jeunes adultes. En particulier les études poussent au départ et la durée du séjour en ville peut diminuer leur souhait de retour à la campagne. Période plutôt marquée par une certaine liberté d'action et un moment de découverte, d'apprentissages et d'expériences, l'isolement ou le manque d'accès à une diversité de ressources peuvent être des freins importants pour rester en ruralité alors que l'entrée dans la vie active et l'installation en couple semble inverser en partie cette vision et entraîner des souhaits de retour. « Vivre et travailler au pays » constitue ainsi un souhait plus exprimé par les plus âgés des jeunes adultes issus des territoires ruraux.

On peut remarquer, dans l'enquête du MRJC, trois facteurs (sur la population étudiée), qui influencent le désir des jeunes de vivre et de travailler à la campagne :

– Le sexe : les jeunes hommes réagissent plus positivement au projet de travailler à la campagne (51 %), que les jeunes femmes (35 %).

– L'âge : les corrélations entre l'âge et le désir de travailler à la campagne et le désir d'y vivre, montrent que les plus âgés

(24-30 ans) sont plus favorables à vivre et travailler en milieu rural que les plus jeunes (17-24 ans).

– L'origine géographique : les jeunes dont l'enfance s'est passée en zone rurale isolée sont beaucoup plus souvent animés par la volonté de venir travailler à la campagne que les autres. Une enfance passée en zone périurbaine engendre une réticence plus fréquente à cette idée.

D'ailleurs, de moins en moins « coupés du monde » et proposant nouveaux imaginaires et dynamiques, les territoires ruraux montrent également une nouvelle capacité à donner envie à des jeunes adultes de venir s'y installer. Nombreux sont les néo-ruraux qui viennent y chercher des réponses à des difficultés (précarité, logement...) ou à des aspirations diverses (qualité de vie, nature, proximité...). De plus, les frontières territoriales se font plus floues pour des jeunes adultes qui adoptent les formes d'hybridations (rurbanité, vie professionnelle/personnelle, local/global, coeur/réseau...) et des mobilités originales ou obligées.

De fait, il est nécessaire de revisiter l'enjeu de la mobilité et des parcours de ces jeunes adultes. La question du choix réel entre assignation à demeure et souhait de vivre dans le territoire est à regarder finement en fonction des aspirations de chaque personne. Il est à considérer l'accès à une diversité de ressources culturelles qui permettent aussi de se construire de façon pleine et responsable (libertés, responsabilités, capacités...). Les habitudes d'« habitation » entre environnement rural et urbain souvent plus tissées qu'il n'y paraît amènent à reposer la dimension des relations entre villes et campagnes, urbanités rurales et ruralités urbaines.

Jeunes urbains et jeunes ruraux ont tendance à avoir des modes de vie, des valeurs et des loisirs qui se rapprochent, même si ces derniers ont le sentiment d'être moins considérés que la jeunesse des espaces urbains. Vivant dans un contexte où l'offre de formation tout comme l'offre socioculturelle et d'équipement de loisirs est plus limitée et moins diversifiée, les jeunes vivant en milieu rural font l'expérience de différentes situations d'entrée dans la vie adulte au cours desquelles la mobilité représente un enjeu majeur. Entre 15 et 30 ans, au moment où ils revendiquent leur autonomie et aspirent à l'indépendance, où ils doivent faire des choix essentiels concernant leur lieu de vie, leur vie familiale et professionnelle, ils se trouvent confrontés à la question de la mobilité (carte 1). Souvent interprétée comme la marque d'une désaffection pour la ruralité, la mobilité des jeunes ruraux n'est toutefois pas uniquement liée aux transports et aux conditions matérielles de vie, mais aussi et surtout

aux facteurs socioculturels de cette mobilité et à la capacité de ces jeunes à s'approprier la mobilité comme compétence et potentialité.

Coquard B., Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

Des parcours de formation et d'emploi contraints

À rebours de ce qui peut être parfois pensé, les élèves ruraux n'ont pas un niveau scolaire plus faible en primaire et collège que leurs homologues urbains. Toutefois, bien que jusqu'à la troisième, les jeunes des territoires ruraux présentent de meilleurs résultats scolaires que la moyenne nationale,²¹ leur orientation montre alors des choix qui portent plus sur des filières courtes et professionnelles. Ils sont moins nombreux à disposer d'un diplôme supérieur. Cela peut s'expliquer tant par une meilleure connaissance de certains métiers et par l'offre de formation professionnalisante de proximité que par la difficulté d'accès à l'enseignement supérieur. Celle-ci entraîne souvent une obligation de mobilité, induisant la séparation de sa famille et ses amis, sans compter les contraintes matérielles et financières (logements, transports...), ce qui est facteur de discrimination entre les jeunes ruraux. En effet, si les territoires ruraux ne sont pas tous comparables entre le périurbain et les communes plus enclavées, les zones de ressources et de décision en restent souvent éloignées.

Quant aux jeunes ruraux, comme l'indiquent Yvette Grelet et Céline Vivent du CEREQ (2011), ils disposent d'une offre éducative moins développée et sont souvent contraints, de ce fait mais aussi à cause des regroupements pédagogiques intercommunaux, à plus de mobilité pour accéder aux établissements d'enseignement. Leurs parcours d'orientation sont marqués par une préférence pour les formations professionnelles courtes, non pas par contrainte liée à un moindre capital social et culturel ou à un retard scolaire, mais par choix : « Les jeunes ruraux estiment à 81 % (contre 75 % en moyenne) que leur orientation après la 3e a été conforme à leur demande. Parmi ceux ayant suivi la voie professionnelle, ils sont significativement plus satisfaits de ce choix. » Toutefois, pour les chercheuses du CEREQ, ces choix sont réalistes dans la mesure où ils reposent sur la connaissance concrète des métiers existant dans leur environnement.

21. « Place des jeunes dans les territoires ruraux », Avis du CESE, 2017.

Tandis que l'université, dans une grande ville « loin » de la famille et des amis, fait plutôt figure de repoussoir avec ses filières qui leur semblent peu claires en termes d'employabilité par rapport à leur « débouchés ». Plus encore, les longues études coutent cher aux familles rurales qui vivent sur des salaires relativement faibles. La location d'un appartement ou d'une chambre peut leur apparaître comme une dépense extraordinaire. Enfin, les études longues sont synonymes d'un déracinement durable car les probabilités de retour en milieu rural sont d'autant plus faibles que l'on est diplômé.

Coquard B., *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.*

Les jeunes ruraux sont de fait plus précocement en activité professionnelle : 59 % des jeunes ruraux ont un emploi contre 49 % des jeunes urbains.²² La situation montre que les jeunes hommes occupent plus majoritairement un poste d'ouvrier et les jeunes femmes des postes d'employées. De plus, le nombre de jeunes sans emploi ni formation est un peu plus important dans ces territoires ruraux (20% contre 18% des urbains).²³ La possibilité d'être en activité professionnelle, en emploi reste un point décisif de l'installation des jeunes adultes en territoires ruraux. Et les obstacles sont nombreux quand on voit par exemple que 32% des jeunes ruraux n'ont pas pu assister à un entretien pour l'emploi faute de transports.²⁴

Alors que les métiers traditionnels disparaissent et que le développement du territoire se fait plus divers, les enjeux de transmission de savoirs et des projets s'imposent. Le passage de relais, la prise en compte des nouveaux projets de jeunes interrogent les relations intergénérationnelles et nécessitent des accompagnements.

Le développement d'emploi, de formation et d'espaces de travail qui répondent aux attentes des jeunes adultes est aussi crucial dans un contexte qui voit s'amplifier la détérioration des dispositifs d'aides à l'emploi ou d'appui aux initiatives et aux engagements des jeunes adultes. Le manque de reconnaissance des structures de proximité dans leur capacité à favoriser des formes de compagnonnage et à articuler différentes actions de montée en compétences des jeunes adultes (bénévolat, projets, pratiques amateurs, mise en situation de travail, formation professionnelle...) reste vif, alors qu'on constate sur le terrain des dispositifs sociaux et de politiques publiques cloisonnés

22. Fiche repère de l'INJEP, Qui sont les jeunes ruraux ?, 2019

23. Fiche repère de l'INJEP, Qui sont les jeunes ruraux ?, 2019

24. « Place des jeunes dans les territoires ruraux », Avis du CESE, 2017.

et inadaptés trop souvent à ces réalités et donc usités à la marge ou de façon détournée par les systèmes d'acteurs.

Les parcours et la diversité des jeunes adultes présents sur les territoires posent également la question de la diversité des organisations de travail à mettre en œuvre. L'apparition de la question des lieux de travail et notamment des tiers lieux montrent bien les interrogations sur les formes d'organisation du travail aujourd'hui et le besoin de renouveler les propositions au regard des réalités des situations et des aspirations. De même pour l'entreprendre autrement et le souhait d'inventer de nouvelles formes d'économie solidaire plus respectueuses des personnes et de la planète.

Une qualité de vie recherchée

L'évolution des pratiques sociales et le rapport à l'écologie qui se développe poussent les personnes à revisiter l'imaginaire des campagnes et à y déceler une qualité de vie qu'elles voient se détériorer progressivement dans les espaces urbains (pollution, insécurité, densité, anonymat...).

Ici encore les territoires ruraux présentent des caractéristiques variées et leur capacité à être dotés en infrastructure et à ne pas subir les différentes fractures joue un rôle majeur.

Toutefois d'autres aspects semblent être mis en avant par les jeunes adultes pour leur bon accueil et leur installation. Le logement est essentiel dans un cadre de mutation du foncier. Entre grandes propriétés agricoles et déploiement résidentiel (notamment l'extension des résidences secondaires), les jeunes adultes peinent à se loger, d'autant plus que le logement social dans les petites communes reste trop rare.

De plus, ayant désormais des habitudes proches des milieux urbains, l'exigence de proximité, de diversité et de qualité des services se fait croissante chez les jeunes adultes, notamment en matière culturelle et sportive.

« L'intérêt pour les activités culturelles et sportives est commun aux jeunes vivant dans des territoires ruraux, urbains et péri-urbains. Mais une enquête du CREDOC montre que les jeunes urbains accèdent plus que les jeunes ruraux, en moyenne, aux équipements sportifs (69 % contre 66 %), aux bibliothèques (46 % contre 34 %) et aux cinémas (87 % contre 79 %). Les territoires ruraux sont « clairement les moins bien dotés en services et en équipements ». En revanche, les activités de pleine nature, telles que la chasse et la pêche, sont

particulièrement développées sur les territoires ruraux. L'accès à la culture et aux loisirs est inégal et conditionné entre autres par la présence ou non d'infrastructures à proximité, ainsi que par les inégalités sociales et de genre, les jeunes femmes participant moins à des activités que les jeunes hommes. Les associations culturelles pallient l'absence d'équipements culturels dans certains territoires. »

Dans le cadre de pratiques sociales numérisées proches de celles des urbains, l'enjeu de l'accès au numérique apparaît crucial.

« De façon générale, l'accès à la culture se fait de plus en plus par l'intermédiaire d'internet. La question de l'accès et des usages d'internet est un enjeu essentiel. Si internet et le numérique ne sauraient suppléer l'insuffisance des équipements culturels, ils permettent un large accès à l'information et à des ressources culturelles sous réserve d'une couverture correcte (hors des zones blanches et grises). En ce domaine rien ne permet de penser que les jeunes des territoires ruraux aient un quelconque retard par rapport aux autres : la fracture qui peut exister en matière d'usages du numérique résulte des inégalités sociales plus que des inégalités territoriales »

Avis CESE 2017 « place des jeunes dans les territoires ruraux »

► http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2017/2017_02_jeunesse_territoires_ruraux.pdf

Un engagement civil mais une relation complexe au politique

Alors que les stéréotypes sur la modernité de la ville opposée au caractère traditionnel des campagnes restent prégnants, Olivier Galland et Bernard Roudet²⁵ analysaient déjà en 2000 que les valeurs des jeunes ruraux et des jeunes urbains étaient assez proches notamment en ce qui concerne le travail et la famille. Toutefois la sociabilité des jeunes ruraux apparaissait plus réduite malgré une participation plus active à la vie associative. Leur confiance vis à vis de la société et de ses institutions semblait plus grande que celles des jeunes urbains.

Depuis, selon Jean-Paul Bozonnet,²⁶ les valeurs des jeunes ruraux

25. Olivier Galland, Bernard Roudet Les valeurs des jeunes, tendances en France depuis 20 ans Paris, L'Harmattan, 2001.

26. Jeunes ruraux : l'inversion des valeurs avec la ville ? À partir des analysant les résultats des enquêtes sur les valeurs des jeunes Européens pour la France de 1990 à 2008

français qui s'étaient rapprochées de celles de leurs homologues urbains en convergeant vers l'individualisation, s'en éloignent de nouveau. Cet éloignement des valeurs avec les urbains ne signifie pas un retour à une spécificité rurale territoriale, mais s'explique surtout par leurs caractéristiques sociodémographiques. Ainsi plus que les urbains, ils sont sécularisés et légèrement plus favorables à la permissivité des mœurs. Ils voient leur capital social d'ouverture s'atrophier davantage et montre un repli sur le local et le familial. Ils sont moins confiants vis à vis des institutions, notamment politiques, ce qui se traduit par un désintérêt pour la chose publique plus important. Ils restent en retrait par rapport à la dimension politique.

De façon générale, les instances de décision économique, politique et associative sont touchées par le vieillissement de la population de ces territoires. En milieu rural, il y a peu de participation des jeunes dans les instances de gouvernance, ce qui provoque, de fait, un cercle vicieux de la non prise en compte des besoins spécifiques des jeunes actifs sur ces territoires (seulement 2.3 % des maires et 4.9 % des conseillers communautaires ont moins de 40 ans au premier janvier 2017). La jeunesse et la participation citoyenne des jeunes sont inscrites dans plusieurs politiques publiques mais souvent cantonnées aux quartiers prioritaires de la politique de la ville ou aux problématiques de formation et d'insertion professionnelle, et relativement peu tournées vers les jeunes en milieu rural.

L'Enquête européenne sur les valeurs (EVS),²⁷ pilotée en France par l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL) et à laquelle contribue l'INJEP, permet notamment d'observer que le niveau de confiance accordé aux différentes institutions de l'État-providence, de la démocratie représentative et des institutions privées (syndicats, partis), qui animent la vie politique et sociale et jouent un rôle de contre-pouvoir tend à baisser sérieusement.²⁸

Selon l'étude « S'engager pour la démocratie - Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique » de Laurent Lardeux, ces résultats corroborent la thèse d'une jeunesse à la fois plus critique vis-à-vis du système politique démocratique actuel. Les jeunes adultes seraient davantage sensibles à une logique de transformation sociale et politique, qui passerait de moins en moins par les canaux de la participation traditionnelle, avec des niveaux d'abstention toujours

27. L'Enquête européenne sur les valeurs (EVS), réalisée tous les neuf ans depuis 1981, permet des comparaisons sur près de 40 ans (vagues de l'enquête en 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018). <https://www.pacte-grenoble.fr/programmes/european-values-study-evs>

28. <https://injep.fr/wp-content/uploads/2019/06/rapport-2019-04-collectif-expe-democratique.pdf>

plus importants pour les catégories les plus jeunes.

Les travaux et les données disponibles s'accordent également pour souligner le fait que les jeunes vivent de manière exacerbée deux phénomènes croisés : ils se sentent de plus en plus éloignés des instances de démocratie représentative et ils refusent de ce fait de s'engager dans un système dont ils se sentent exclus (Blondiaux, 2017). De cette crise de légitimité naîtrait une crise d'efficacité avec le sentiment grandissant que les politiques seraient désormais impuissantes à assurer la prospérité et la sécurité des citoyens, mais aussi, et surtout, qu'ils auraient transféré une partie de leur pouvoir à des acteurs non élus, issus notamment des institutions supranationales ou du monde économique.

S'engager pour la démocratie - Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique Laurent LARDEUX, Chargé d'études et de recherche INJEP

Toutefois, le vote reste en lui-même fortement valorisé par les jeunes générations.²⁹ 29% des jeunes de 18-29 ans le considèrent comme « le plus efficace pour que choses bougent ». Vient ensuite le fait de donner bénévolement du temps pour une association (16%), d'exprimer son opinion sur Internet (8%) et de participer à une manifestation (7%).

D'ailleurs, en milieu rural comme urbain, les jeunes sont nombreux à s'engager dans les associations. En 2018, 36 % des jeunes de 18 à 30 ans participent ainsi aux activités d'une association en bénévoles. Cet engagement peut prendre plusieurs formes et on constate dans les chiffres clés de l'Injep qu'ils sont 15% à participer quelques heures chaque semaine tout au long de l'année à une association ou une autre organisation engagée (parti politique, syndicats...). 12% participant seulement à une période précise de l'année et 9% régulièrement mais moins intensivement quelques heures chaque mois. Si le sport est en tête des engagements bénévoles des jeunes (37% des associations où ils s'engagent), la culture vient en second plan avec 20% des associations.

Le service civique témoigne aussi de ce souhait d'engagement avec plus de 79 000 jeunes ayant débuté en 2017 une mission dans une association (59% de femmes).

Partir des parcours des jeunes adultes plus que des organisations po-

litiques et civiles pré-existantes permet de réinterroger les formes de ces engagements, qui peuvent prendre la forme de collectifs pluriels comme explicité dans l'étude de Laurent Lardeux. Celui-ci constate que si l'ambition d'un renouvellement démocratique à travers de nouvelles formes de participation est bien présente, les jeunes interrogés ont une attention à la question de la reproduction sociale et des inégalités. Ils sont en demande d'espaces où se former par de la participation, des débats, des discussions argumentées dès le plus jeune âge, ce qui pourrait se faire au sein de l'institution scolaire. L'innovation démocratique appelle à une innovation pédagogique.

Ce désir de refondation démocratique de la part des jeunes est manifeste. Il exprime de fortes attentes pour une démocratie permanente ou continue qui puisse se réaliser à travers des procédures de consultation, de contrôle des élus ou d'évaluation des politiques publiques. Les jeunes rencontrés au cours de notre enquête souhaitent également des prises de décision plus inclusives, plus horizontales et – fait récent, mais significatif – manifestent une volonté d'implication et de participation directement aux côtés des acteurs des politiques publiques et non nécessairement en situation d'opposition. Sans qu'il y ait encore de véritables institutionnalisations politiques de ces collectifs sous une forme politique traditionnelle – peut-être ne le souhaitent-ils pas –, ils s'opposent davantage à la posture de consommation de la politique par le citoyen, de délégation de la gestion des affaires publiques à des acteurs spécialisés et d'interpellation, au profit d'une posture d'implication.

S'engager pour la démocratie - Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique Laurent LARDEUX, Chargé d'études et de recherche INJEP

En partant des jeunes adultes non comme un problème à résoudre mais plutôt comme une force et une ressource contributive à laquelle il faudrait savoir faire place, la participation politique des jeunes se lit comme un enjeu de mise en capacités tant pour les personnes que pour le développement solidaire et durable des territoires eux-mêmes.

Comme le préconise le rapport intitulé Vers l'égalité des territoires (Laurent, 2013), il importerait, pour prendre la mesure des nouvelles inégalités, de penser les stratégies de développement territorial en privilégiant une approche en termes de développement humain et pas seulement économique, misant sur le bien-être et l'accroissement des capacités des personnes. Il ne s'agit donc plus tant de réparer et secourir, mais de manière

29. Baromètre de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) sur la jeunesse, réalisé conjointement par l'INJEP et le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC).

préventive, d'investir socialement dans le développement des capacités des jeunes, notamment la capacité à être mobile, et d'agir en faveur d'une meilleure accessibilité aux opportunités des territoires, ce qui implique des innovations sociales dans le domaine de l'accompagnement des individus, afin que chacun puisse véritablement s'approprier des ressources en vue d'une réelle maîtrise de sa destinée sociale. Au-delà des individus, en retour, c'est la résilience et le développement durable des territoires qui sont en jeu.

Parcours de Jeunes et Territoires – Rapport de l'observatoire de la Jeunesse 2014

La Place des jeunes dans les territoires ruraux, Rapport du CESE, 2017

Le 11 janvier 2017, Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a voté l'avis « Place des jeunes dans les territoires ruraux » co-rapporté par Bertrand Coly et Danielle Even. Le rapport avait été sollicité par le gouvernement de Manuel Valls, inquiet de l'« accès à l'autonomie », de l'« éloignement géographique des lieux de décision » et du « manque de débouchés professionnels lié entre autres à la dévitalisation de certains territoires », ainsi que du « sentiment d'impuissance et d'abandon de la part des pouvoirs publics exprimé par une frange croissante des jeunes ruraux à travers l'abstention et le vote extrémiste. »

Le CESE a contribué à dresser, une photographie des conditions de vie des 1,6 millions de jeunes ruraux âgés de 15 à 29 ans « aussi divers que les ruralités ». Il juge qu'ils sont insuffisamment pris en compte par les politiques publiques et par les élus ruraux, alors qu'ils constituent une ressource inestimable pour l'avenir des territoires ruraux.

Les enjeux de mobilité, formation, santé et citoyenneté y sont particulièrement questionnés à partir de divers constats. Tout d'abord, les jeunes ruraux, majoritairement issus des classes populaires, sont plus nombreux que les jeunes des territoires urbains à faire des études courtes et davantage à caractère professionnel et ils entrent plus tôt que ces derniers dans la vie active. Moins impactés par le chômage que leurs homologues urbains, ils sont davantage de NEET (Not in Education, Employment or Training soit Ni en Formation Ni en Emploi).

S'ils sont pour beaucoup contraints par les difficultés de la mobilité, qui constitue un frein financier, santé, social et culturel prononcé, ils sont aussi particulièrement attachés et impliqués sur leurs territoires, et beaucoup expriment leur souhait de « vivre et travailler au pays ».

Le rapport constate une inégalité homme/femme plus marquée qu'en milieu urbain, les femmes étant plus touchées par le chômage et le temps partiel (elles représentent 61 % des demandeur.se.s d'emploi en zone de revitalisation rurale).

Enfin le rapport souligne que la confiance des jeunes ruraux dans les institutions et leur engagement pour leurs territoires est en baisse notable. À cela s'ajoute une prise en compte de la jeunesse dans les politiques publiques assez faible : la jeunesse est inscrite comme une priorité politique dans neuf communes urbaines sur dix contre une commune rurale sur quatre, un désengagement qui se traduit souvent par un éparpillement de la gestion de la question jeunesse.

C'est pourquoi le CESE préconise de rendre obligatoire au sein des communautés de communes une compétence « Jeunesse », afin de structurer les acteurs autour des politiques « jeunesse » et invite également les collectivités à mettre en place, des « campus ruraux de projets » qui seraient des lieux dédiés à l'accompagnement des jeunes désireux de créer des activités économiques, sociales, citoyennes, culturelles, festives ou ludiques en créant des synergies entre les acteurs existants.

Afin de garantir un minimum d'équité entre urbains et ruraux, le CESE estime par ailleurs nécessaire de mettre en place un « Pacte jeunes ruraux », dans les Contrats de ruralité permettant de flécher des moyens supplémentaires pour faciliter l'accès à la mobilité physique, à la santé,

au logement, à la formation et à l'égalité homme-femme.

Aux yeux du CESE, la formation de proximité, insuffisante, est un enjeu fondamental pour le développement des territoires ruraux à l'avenir.

Le rapport propose de développer des aides financières, sur le modèle des bourses pour l'accès au logement et au transport. Les deux rapporteurs confirment la nécessité, en matière de santé publique, d'« aller au-devant des jeunes » et recommandent d'étendre la mise en place d'une aide financière pour les inciter à réaliser un bilan de santé. Enfin, en matière de citoyenneté, pour que les élus favorisent la prise de responsabilités par les jeunes en les impliquant davantage dans les conseils municipaux, conseils de développement ou conseils d'administration d'associations ou de missions locales, le rapport préconise de mettre en place une bonification de crédits lorsque le conseil compte une proportion significative de jeunes de moins de 30 ans, comme par exemple dans le cadre de programme territoriaux, voire de dotations (telle la dotation de solidarité rurale).

De manière transversale, cet avis du CESE amène des propositions pour répondre aux besoins et aspirations des jeunes des zones rurales à qui il convient également d'« offrir de nouvelles opportunités » car le maintien et le développement d'une « activité économique, sociale et culturelle dense » permettra aux jeunes nés dans des zones rurales d'y rester et/ou à d'autres de s'y installer.

► www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2017/2017_02_jeunesse_territoires_ruraux.pdf

Les pratiques des acteurs artistiques et culturels

La démarche a consisté à proposer une observation participative et partagée auprès des acteurs artistiques et culturels. Plusieurs actions ont été mises en place qui ont permis tout à la fois de sensibiliser au sujet, de faire émerger des problématiques communes ou spécifiques, de recueillir des témoignages de pratiques et d'expériences, de croiser des premières analyses autour de celles-ci. C'est ainsi que l'on peut constater qu'un large panel de démarches mises en œuvre quotidiennement, met en travail les problématiques identifiées quant à l'accueil, l'installation et l'appui aux initiatives des jeunes adultes.

Des espaces pour s'exprimer, se construire, participer, partager

Les démarches artistiques et culturelles ont un rôle majeur pour la construction des personnes et leurs relations aux autres.

Alors que l'on voit un développement et une transformation des pratiques artistiques et culturelles dans les jeunes générations,³⁰ le nombre d'associations artistiques et culturelles ne cesse de croître, illustrant, si besoin était, l'aspiration des personnes à participer à la vie culturelle,³¹ au nombre de 300 000 selon le dernier recensement, elles se répartissent sur l'ensemble des territoires et en particulier en milieu rural, puisqu'un quart des associations culturelles ont leur siège social implanté dans une commune de moins de 3 000 habitants.³² Cette dynamique de création des associations culturelles témoigne

30. Les cultures juvéniles à l'ère de la globalisation : une approche par le cosmopolitisme esthétique-culturel - <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Études-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2019/Les-cultures-juveniles-a-l-ere-de-la-globalisation-CE-2017-1> Les cultures juvéniles de l'ère médiatique à l'ère numérique, Sylvie OCTOBRE, Paru le 24 septembre 2014, Diffusion La Documentation française

31. De 7200 associations culturelles en 1959 à plus de 260 000 en 2014 – (Emploi, bénévolat et financement des associations culturelles, Valérie Deroin, 2014, DEPS, Ministère de la culture) et même plus de 300 000 aujourd'hui selon V. Tchernonog. <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Études-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-chiffres-2007-2019/Les-associations-culturelles-etat-des-lieux-et-typologie-CC-2019-2>

32. Étude associations culturelles employeurs, Opale

de la considération des formes associatives par la jeune génération.

Ces espaces regroupent une grande diversité de propositions : du collectif artistique qui se déploie dans un village à la proposition de moments de spectacle partagés en itinérance, de la mise à disposition de studios pour des pratiques musicales à l'animation d'émissions de radios régulières, de l'accompagnement d'actions numériques à la conduite de projet de coopération européenne pour le développement local rural, des actions artistiques sur les places des villages au festival de danse populaire en passant par l'accueil dans des lieux intermédiaires, associatifs, ouverts...

(Se) raconter, dire le monde, discuter, critiquer, agir, créer... sont quelques-unes des fonctions emplies par cette dynamique d'espaces de vie artistique et culturelle conduite par des personnes réunies dans une multiplicité de formes collectives, appuyées sur des réseaux familiaux, amicaux, territoriaux ou sectoriels.

Elles proposent de privilégier des moments de relations, faire émerger des temps extra-ordinaires, faire jaillir de l'enthousiasme, entretenir la convivialité et l'hospitalité, prendre le temps de découvrir l'autre dans différentes facettes...

Elles permettent de développer la liberté d'expression des personnes à partir de la création et de l'expression artistique et de son partage. Dans une mise en travail des droits culturels, elle leur offre d'utiliser de leurs capacités d'expression et de relation, reconnaître la dignité de l'autre, discuter avec lui de ressources culturelles à partager, se nourrir de ce dialogue et grandir en capacité et donc en libertés...

Elles contribuent à dévoiler et conter les représentations, à révéler les démarches de vie culturelle qui se construisent dans les territoires. Ainsi de nombreuses initiatives rappellent que les territoires ruraux sont, comme tous les autres, habités et incarnés par les processus culturels des personnes qui y vivent.

On peut citer par exemple les travaux autour de la dimension intergénérationnelle de l'Agence des Musiques des Territoires d'Auvergne (AMTA), qui collecte et valorise le patrimoine oral, avec la musique pour domaine de prédilection depuis trois décennies. Le sens de la démarche est de (re)tisser un lien sensible entre les habitants et leur territoire. À travers la collecte d'un répertoire de musique, considéré comme un patrimoine immatériel, une ressource, une mémoire (re) surgit. Il s'agit de saisir le chant d'une personne, ce que cela (lui) raconte, de quel contexte cela émerge, le sens que cela représente. Cette personne peut être résidente de longue date ou nouvelle arrivante, ce qui compte (ou conte), c'est le récit vivant, inscrit dans une projection voire une création.

C'est également l'exemple des festivals de conte en milieu rural qui proposent le croisement de conteurs de toute part et qui mêlent les mots, les histoires et les regards, articulant local et global. C'est telle autre association travaillant sur les voyages, les migrations, l'immigration, et qui participe à une culture de l'accueil.

L'exemple du projet Le Mezenc aujourd'hui, portraits de ceux qui le vivent

La communauté de communes du pays du Mézenc et de la Loire sauvage et le Centre Départemental des Musiques et Danses Traditionnelles de Haute-Loire (CDMDT 43) ont sollicité l'AMTA pour mener un projet autour du patrimoine culturel immatériel autour de quatre axes : le recensement du répertoire déjà enregistré, collectage de récits de vie, de visions du pays, du paysage ; la numérisation, l'analyse des enregistrements réalisés ; des ateliers de transmission/sensibilisation en direction de différents publics (de la petite enfance aux personnes âgées) ; la diffusion et la valorisation lors de soirées co-organisées avec les acteurs locaux (bals, concerts, projections de films).

Le travail a donné lieu à un web documentaire destiné à faire raconter le Mézenc par ses habitants et produire ainsi un autre discours, complémentaire à ceux de l'office de tourisme (qui indique les circuits de randonnée, les possibilités de restauration et d'hébergement). Suite à cette enquête, des ateliers dans les écoles et en périscolaire ont été menés autour de la notion de contes fondateurs. Cet axe – très important pour les élus – a conduit à former des animateurs, en tant que futurs prescripteurs. Une fanfare a été recréée avec des compositions d'artistes puisant dans le patrimoine collecté.

(Financements : communauté de communes du pays du Mézenc, la Loire sauvage et fonds Leader).

► <https://carnetsamta.fr/2016/11/21/le-mezenc-aujourd'hui-portraits-de-ceux-qui-le-vivent/>

Les contributions artistiques peuvent aussi permettre de nouveaux regards, autour d'une géographie, des modes de vie, des communautés, des usages. Ainsi la compagnie ardéchoise du Théâtre des Chemins³³ explore les rapports entre patrimoine, nature et culture et les liens intrinsèques entre le milieu naturel et les humains. Mettant en avant l'infusion artistique,³⁴ comme beaucoup de compagnies itinérantes, elle tente d'inventer au long cours des manières de prendre en compte

33. <http://www.theatredeschemins.org>

34. Le Citi, centre international des théâtres itinérants, qui rassemble une soixantaine d'équipes artistiques itinérantes a bien souligné cet aspect dans la journée professionnelle réalisée en partenariat avec a communauté de commune des Vallées du Haut-Anjou, l'Échappée Belle et le Théâtre des Chemins du 24 septembre 2018.

et de créer à partir des caractéristique territoriales et culturelles en milieu rural.³⁵ Loin de l'enfermement dans une représentation à priori et figée du territoire, elle propose de (re)découvrir et de mettre en partage sensible, avec d'autres modalités, les personnes et le territoire.

L'itinérance des équipes artistiques en Europe – l'exemple de l'Odyssée Karavana par le CITI

L'Odyssée Karavana, organisée par le CITI, est une grande itinérance rassemblant 14 compagnies, dont plusieurs issues des territoires ruraux français, vers Plovdiv, en Bulgarie, capitale culturelle européenne de 2019. Cette grande aventure a rassemblé jeunes adultes et moins jeunes dans des équipes artistiques aux configurations variées mais toutes animées de valeurs de partage et de rencontre. « Avec ce projet, nous voulons retracer ces routes fertiles en création artistique parce que nous sommes convaincus que l'itinérance est une des clés de voûte de l'édifice européen. Faire se frotter des pensées et des pratiques artistiques est une garantie pour plus de respect mutuel et pour une meilleure démocratie. »

Les un-e-s ont voyagé pendant 40 jours en camions et caravanes. D'autres à vélo pendant 20 semaines et enfin, quelques-un.e.s à pied pendant 9 mois. Certain.e.s sont passé-e-s par l'Autriche, la Hongrie et la Serbie, d'autres ont traversé la Suisse, l'Italie et la Grèce. Chaque escale a été l'occasion de représentations, ateliers, rencontres avec les habitant.e.s ou artistes locaux.

Dans le cadre de l'Odyssée Karavana, la Cie du Théâtre des Chemins a présenté la démarche « MurmureS » en 2018 et 2019 dans la Province de Plovdiv, sur différentes communes dans le massif des Rhodopes, sur les municipalités de Kuklen, et Rodopi.

La Cie du Théâtre des Chemins a associé marche à pied et spectacle vivant. Sur un parcours pédestre, sont mis en scène « in situ » contes, textes poétiques, chants, musiques, danses acrobatiques dans les arbres... Les balades spectacles mettent en valeur les paysages, la richesse du patrimoine naturel, créent des liens entre les habitants et les gens de passage, entre les populations rurales et les populations urbaines. Sur la municipalité de Kuklen, au sein du village de Dobralak (village de 70 habitants l'hiver), une résidence « MurmureS » de 16 jours a eu lieu durant laquelle ont été proposés des stages, des temps de spectacle et de rencontres, une création partagée.

▶ <http://www.odysseekaravana.com/>

▶ http://www.theatredeschemins.org/chemins_plovdiv.html

Les acteurs artistiques et culturels contribuent aussi à remettre en avant des expériences de vie diverses, qui bousculent par exemple nos manières de penser l'installation et la mobilité. Être nomade,

sillonner les routes, c'est ce qu'illustrent beaucoup de démarches artistiques, qui articulent les dimensions du local à l'ailleurs. Par exemple, la compagnie Babel-Gum, installée à Lalbenque est une association artistique conduite depuis 2009 par une équipe de « mécanos polyvalents », plutôt issus de la nouvelle génération.³⁶ Elle propose des outils de l'itinérance et des structures mobiles, favorise les créations participatives et des formes d'immersion et de parcours en lien avec des géographies et des territoires de vie.

Ces initiatives permettent des libertés d'expression et de pratiques, des moments de monstration et de partage et de, relier l'art à la vie sociale. Nombreux sont les lieux d'accueil de pratiques de jeunes adultes dans les musiques actuelles, le cirque, le théâtre... Souvent configurés comme des lieux associatifs, alternatifs, intermédiaires en ruralité, ils conjuguent une pluriactivité qui permet un accueil des pratiques et des expressions. Les médias associatifs, en configuration radio ou numérique, accueillent les expressions de la jeunesse. Et que dire, des festivals si fréquentés et proposés par les jeunes eux-mêmes qui développent ces projets en équipe bénévole en local (comme en a témoigné une association de jeunes proches du Moulin de Brainans, salle de musique près de Poligny) ou en revenant régulièrement pour se retrouver sur leur territoire de « cœur » (tel le Collectif Parasites qui organise en lien avec la Chambre d'Eau le festival Paradisiac³⁷).

Des espaces d'accueil et de convivialité

C'est aussi cette dimension d'accueil et de convivialité qui émerge des témoignages et des échanges entre les personnes lors des ateliers. Il s'agit ici de recréer des espaces de rencontres entre les personnes, de proposer des moments de partage. Ainsi Echo System³⁸ située à Scey Sur Saône, nouvelle salle de musiques actuelles depuis 2014, témoigne de cette envie de créer un lieu de vie, de redonner de la dynamique au territoire, de faire se croiser et de permettre des relations entre des personnes différentes, dans l'intergénérationnel...

Accueillir d'autres projets, se connaître sur le territoire et tisser des coopérations, amène aussi des personnes à se rencontrer, à mêler des parcours parfois éloignés, à franchir des portes inhabituelles. La friche industrielle Echo System disposant d'une surface totale de 2700 m2 et achetée par l'association Au Coin de l'Oreille est ainsi mutualisée avec l'association Rés'Urgence qui travaille à la

36. <https://www.babel-gum.org/blank-jsftr>

37. <https://www.facebook.com/Association-Collectif-Parasites-319950288035798/?fref=ts>

38. <https://echosystem70.fr>

35. Voir l'article <https://www.cairn.info/revue-pour-2015-2-page-159.htm>

sensibilisation à l'environnement et est porteuse d'une ressourcerie (collecte et vente d'objets récupérés). Cette hybridation des espaces pour décloisonner les parcours se lit également dans les démarches de lieux intermédiaires et de tiers lieux, comme tiers espaces de vie plus conviviaux et « métissés » dans leurs identités et leurs fonctions.

Accueillir, c'est aussi une proposition d'hospitalité quand il y a des difficultés, mettre des espaces d'écoute en place, accompagner sur un parcours de difficultés sociales, informer et orienter vers des ressources externes. Dans les échanges est mise en exergue la problématique des jeunes en errance et de leur accompagnement tandis que d'autres acteurs soulignent les besoins d'accueil de jeunes migrants, également présents dans les campagnes.

Des espaces pour faire avec, faire ensemble

Les acteurs artistiques et culturels de l'économie solidaire sont aussi des espaces collectifs où se retrouver entre pairs pour faire. On y retrouve une culture d'éducation populaire et de DIY (do it your self), également fondées sur des formes associatives, qui mêlent auto-gestion et implication d'un cercle plus large selon les opportunités d'action ou des volontés de proposer des alternatives économiques.

De nombreuses structures dévoilent des propositions d'accueil de pratiques, de transmission de savoirs ainsi que d'accompagnement des initiatives. Durant les ateliers collectifs, la question du « faire ensemble et du faire avec » s'impose pour penser d'autres modalités de transmission, de formation, d'appui. Il ne s'agit pas de construire des démarches d'accès mais d'envisager une posture d'accompagnement, reconnaissant les jeunes adultes comme acteurs légitimes et égaux de cette participation à la vie culturelle, ayant tout autant capacité à se nourrir qu'à nourrir l'accompagnant. Il s'agit aussi de permettre aux jeunes adultes d'expérimenter voire d'innover.

Ce sont souvent des histoires simples telle celle contée par des jeunes d'une vingtaine d'année sur la manière dont le lieu de musiques actuelles le Moulin de Brainans, dans lequel ils ont été bénévoles, les a soutenus pour mettre en place un festival de reggae. C'est aussi le souhait de structures plus installées telles la Gare à Coustellet qui dédie une action d'accompagnement aux 14-30 ans. À travers un suivi régulier, ils travaillent à l'émergence de projet de jeunes à travers différentes étapes : réflexion et précision, formalisation, recherche de partenaires et de financement, réalisation, évaluation. La volonté est que leur rôle soit celui d'un facilitateur de projet.

Des espaces d'accompagnement et de professionnalisation

Les acteurs artistiques et culturels ont également témoigné à plusieurs reprises de leur attention à l'enjeu de l'accompagnement des parcours professionnels : orientation et connaissance des métiers, premières expériences, actions de formation, inscription dans des réseaux professionnels, apports de ressources et de savoirs faire entre pairs, mise à disposition d'espaces de travail, recrutement et parcours d'emploi sont autant de fonctions qui sont mises en pratique auprès des jeunes adultes par ces structures.

Ces fonctions se déclinent en une myriade d'actions variées et aux caractéristiques singulières en fonction des projets, des lieux et des territoires d'actions.

Ces actions vont des mises en contact artistique dans les lycées et universités pour permettre une représentation sur un métier artistique à la participation à des rencontres intersectorielles diverses qui informent sur les métiers. Cela passe par l'accueil de jeunes adultes en stages ou en service civique au sein de structures ou encore la proposition de temps de formations souvent personnalisées ou de partenariat avec des universités ou des établissements de formation professionnelle pour y intervenir. Ce sont des temps forts qui permettent l'interaction entre « personnes du métier » ou des mises en relation plus individualisées permises par l'appartenance de la structure à des réseaux territoriaux ou plus nationaux.

Certaines structures formalisent aussi des formes d'accompagnement par les pairs de jeunes adultes qui entrent dans la vie professionnelle. Ce sont des pratiques proposées par des collectifs artistiques ou des lieux alternatifs qui souhaitent souvent considérer la dimension collective de l'accompagnement plutôt qu'une vision descendante.

Trib'Alt : une Coopérative de compagnies et d'artistes en Ardèche

L'association Trib'Alt, Coopérative d'artistes et de compagnies, est une association loi 1901 basée sur un fonctionnement coopératif entre artistes regroupés au sein d'une unique structure juridique afin de mutualiser des moyens de production et d'administration. Son siège social est situé sur la commune de Saint Andéol de Vals en Ardèche, depuis sa création en janvier 2004 par Stéphane Delvalée et Raphaël Faure (Directeur Artistique de la Cie du Théâtre Des Chemins).

Après 5 années à 'structurer' la structure et trouver le bon modèle, Trib'Alt (comme Tribu des Alternatives) se veut développer la coopération entre les personnes et l'esprit de solidarité dans le domaine du spectacle.

Actuellement, ce sont 8 projets artistiques du théâtre, de la musique, des projets itinérants, regroupant une quarantaine d'intermittents du spectacle qui sont officiellement abrités juridiquement à Trib'Alt. Sur une base égalitaire de facturation au pourcentage les compagnies bénéficient d'une gestion comptable, de production et d'administration, la diffusion étant laissée à chacun. En remettant un bilan analytique de la compagnie et de chaque artiste, la coopérative se donne pour mission d'accompagner la structuration économique, particulièrement des artistes émergents, en donnant à chacun les outils de leur autonomie. Toutes les ressources y sont en open source pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et écarter la mise en concurrence.

Cette aide progressive individuelle est une priorité pour Trib'Alt qui se veut être « un tremplin à la professionnalisation », en offrant également gratuitement de nombreux conseils sur le régime de l'intermittence et apportant plus globalement une aide aux parcours professionnels d'artistes.

Parmi les personnes accompagnées, une bonne partie sont en effet de jeunes adultes, principalement originaires de l'Ardèche et du Var, rencontrés au gré des festivals et par le bouche-à-oreille. Ils reçoivent des conseils professionnels aussi bien techniques qu'artistiques ou encore une aide sur le montage de dossiers de subventions et de création d'association.

Cette 'couveuse' associative, présidée par un ancien professeur d'économie et de gestion, (également président de l'association Active, pour les jeunes entrepreneurs et d'Agir contre le chômage), ne souhaite pas trop s'agrandir pour précisément continuer à offrir un accueil personnalisé, basé sur la rencontre et l'échange et défendre une 'vraie économie sociale et solidaire'.

Pour contacter Trib'Alt :

Stéphane Delvalée, Coordination Administrative : 07 82 81 16 42

e-mail : admini@tribalt.org

► <http://www.tribalt.org/>

Il est également souligné le développement de lieux tiers, hybrides, fondés sur la coopération et des formes de transversalité. Nombreux dans le champ artistique et culturel, ils essaient dans les campagnes.

Certains sont à visée essentiellement artistique et développent des accueils de jeunes compagnies, des résidences, des mises à disposition d'espaces pour répéter, construire etc, comme le lieu de fabrique Nil Admirari en Ile de France à St Ouen l'Aumône ou le Club³⁹ à Rodez en Occitanie. D'autres sont des lieux plus généralistes, marqués par une dimension culturelle ou associant des porteurs de projet ou des entreprises du champ artistique et culturel. Soutien à l'entrepreneuriat local et aux démarches associatives des jeunes adultes, ils sont aussi source de création d'emploi de coordination.

39. <https://www.oc-live.fr/pole-de-creation/residences-repetitions.html>

L'atelier 'Tree of light' en Lettonie développe l'entrepreneuriat local par l'artisanat en milieu rural isolé

En mars 2019, lors du dernier POPMIND, lea Janice, directrice de l'association Ūdenszīmes (signifiant 'en filigrane') est venue présenter le projet Tree of Light (Arbre de Lumière).

L'association culturelle créée en 2007 est basée dans un petit village de 200 habitants, Kaldabruna en Lettonie, dans une ancienne école comprenant un large bâtiment de 600 m2 et un terrain de 1,5 hectare mis à disposition par la mairie.

Depuis sa création, l'association propose des ateliers de formations, de création artisanale et artistique aux habitants et particulièrement aux jeunes adultes, pour développer leurs compétences et leur talent.

En 2016, l'association a monté le projet Tree of Light qui a permis, avec des Fonds européens du programme LEADER du FEADER, cofinancés par le district, l'aménagement d'un atelier de verre et de bois pour la création d'objets de design. Les neuf participants principaux ont été impliqués dans toutes les étapes du projet, de sa conceptualisation jusqu'au business plan en passant par la construction de l'atelier.

Tree of light a permis de professionnaliser principalement des jeunes adultes, pour certains déjà qualifiés dans la création d'objets et de bijoux et de favoriser leur installation durable dans le village, en leur apportant une source de revenus réguliers. Ce sont particulièrement des jeunes femmes entre 25 et 30 ans, souvent mères de famille et ayant peu d'opportunité d'emploi dans la région - hormis des emplois saisonniers faiblement rémunérés dans le secteur agricole - qui en ont bénéficié. Aujourd'hui, l'association a ouvert deux emplois permanents et cinq missions de volontaires, qui tirent de cette activité des bénéfices également non quantifiables selon sa directrice, comme l'estime d'eux-mêmes et la satisfaction que leur activité créatrice fasse d'eux les ambassadeurs de leur petite communauté à travers tout le pays.

Le projet avait planifié de générer 30% de recettes propres par rapport à l'investissement initial (50 000 euros dont 70% de fonds publics) à partir de la troisième année d'activité. L'objectif a été atteint dès la première année et permet de financer les activités de l'association dans sa mission culturelle et de cohésion sociale, à travers l'organisation de fêtes de la communauté, des concerts ou festivals d'artisanat. L'objectif final est de pouvoir atteindre une véritable autonomie financière vis-à-vis des financeurs publics et privés.

Par ailleurs, l'activité de l'association a engendré un flux croissant de visiteurs dans le petit village de Kaldabruna lors de ses séminaires, rencontres, expositions, avec des retombées économiques non négligeables pour les producteurs locaux.

Les futurs projets de l'association sont de développer la vente en ligne des créations de l'atelier et de créer une branche de typographie. Une première rencontre régionale entre artisans pour échanger des idées, des pratiques et créer un réseau vient d'être accueillie à Kaldabruna, dont le projet d'aide à l'entrepreneuriat devient un modèle pour d'autres communautés et une grande source de fierté pour ses habitants. Également

au programme, la construction d'un château dans le cadre de son festival annuel de sculpture en paille de foin!

- ▶ www.facebook.com/Udenszimes/
- ▶ ieva.jatniece@gmail.com

C'est aussi la mise en place d'actions d'accompagnement spécifiques à destination de projets de jeunes adultes tels les dispositifs de certaines salles de musiques actuelles ou encore des dispositifs de structures d'accompagnement telles la Chambre d'Eau en Hauts de France ou Le Marche-Pied⁴⁰ en Normandie. Ces appuis aux parcours de professionnalisation sont le plus souvent empreints d'une vision d'éducation populaire et d'économie solidaire. Engageant une posture d'écoute, de mise en autonomie et de « faire avec », ils usent de modalités réciproques, informelles et collectives.

L'accompagnement des territoires et des projets – la Chambre d'Eau

La Chambre d'Eau, implantée en Avesnois en Hauts de France, met en lien la création artistique contemporaine pluridisciplinaire avec les habitants et les territoires. Pour y parvenir elle s'appuie d'une part sur un repérage des démarches artistiques mettant en jeu des problématiques territoriales (réflexion, interrogation d'artistes concernant le patrimoine, la transformation du paysage, l'environnement, les axes de transport, le rapport ville campagne...) et d'autre part sur sa mission de veille et d'accompagnement auprès des territoires du sud départemental (Communes, Communautés de Communes, d'Agglomérations, Parcs Naturels Régionaux, Pays...). Depuis plus de 15 ans, la structure a ainsi développé des relations avec les acteurs locaux, publics et privés, non seulement dans son rôle de médiation pour la création artistique mais aussi dans l'accompagnement de démarche d'économie sociale et solidaire. Membre du réseau tremplin, la Chambre d'Eau accompagne des projets thématiques et est soutenue pour cela par la région Hauts-de-France dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire. En plus de la dimension artistique, l'expertise des acteurs culturels ruraux se déploie aussi dans la capacité à penser les modes socio-économiques territoriaux.

- ▶ <https://www.lachambredeau.fr/>

Enfin, les discussions mettent en exergue les enjeux de transmission de projets artistiques et culturels à une nouvelle génération d'équipe professionnelle et bénévole. Les acteurs présents témoignent de la responsabilité d'un passage de relais de projets après une vie professionnelle bien remplie, qui se termine ou s'oriente vers d'autres objets. Ces processus de transmission sont complexes et montrent de

nombreuses difficultés. Ils sont généralement peu accompagnés, alors qu'ils constituent le plus souvent des situations singulières, avec des projets attachés à des équipes « bâtisseuses » et des relations territoriales établies.

Des espaces de coopération et de mobilité

Les structures artistiques et culturelles en milieu rural connaissent bien les contraintes de l'isolement et de l'atomisation. Depuis longtemps en réflexion sur ces problématiques, elles ont développé des pratiques de mobilité et de mise en réseau sur les territoires et au-delà, qu'elles mettent aussi au service des jeunes adultes.

En particulier, les rencontres nationales organisées durant plusieurs jours en Ardèche et dans le Jura ont fait émerger les interrogations récurrentes des acteurs sur les manières de « faire ensemble » :

- dans l'artistique, il s'agit de décloisonner les disciplines et les pratiques, dans les activités et les relations aux politiques publiques de décloisonner les secteurs (jeunesse, formation, éducation, social, emploi, économie...) et de faire circuler l'information,
- dans le territoire, il s'agit de défier la mobilité, d'articuler les politiques, de décloisonner vers des mises en lien pour renforcer un tissu d'acteurs publics et privés et de se coordonner à différentes échelles territoriales.

De nombreuses pratiques témoignent de ce décloisonnement et de cette capacité à faire ensemble. Dans des formes d'itinérance et d'élargissement des lieux de rencontres, les acteurs culturels investissent des espaces publics ou patrimoniaux, des lieux de vie ou de travail, impliquant de nouer des liens avec les maires, commerçants, agriculteurs, voisins... Ces endroits inhabituels sont autant d'espaces d'investigation où s'explorent de nouvelles relations artistiques, culturelles, humaines.

Le territoire conçu comme un bien commun facilite la création de ponts entre les acteurs culturels et ceux d'autres champs. On voit ainsi des rapports de voisinage se transformer en collaborations, ponctuelles ou plus pérennes. Du prêt d'une pâture au transport en tracteur des chapiteaux d'un festival, en passant par une participation active au tournage d'un documentaire, plusieurs familles d'agriculteurs de l'Avesnois sont parties prenantes des projets du collectif Parasites. En concevant une résidence de photographe en entreprise avec l'entreprise West Pharma au Nouvion-en-Thiérache, La chambre d'eau engage, au-delà d'une action de simple mécénat, un questionnement sur

40. <https://www.lemarchepied.com/>

l'identité au travail. Dans l'Aisne, la compagnie Alis implique de nombreux acteurs du social et de l'éducation dans ses projets. En Isère, le travail de Scènes Obliques, marqué par la montagne (ses pentes, ses sommets), invite à poser un regard sensible sur les questions environnementales.

Conforter la (re)connaissance des acteurs culturels en territoires ruraux, Vincent Dumesnil (La chambre d'eau) et Réjane Sourisseau (Opale), Journées Art et culture en territoires ruraux, Hauts-de-France, 2017.

Est également citée la création de réseaux de mobilité originaux tels Agri-Culturelles⁴¹ en Ardèche qui rassemble un collectif agricole et deux partenaires artistiques, dans les musiques (la Smac 07) et les arts de la rue, (Quelques p'Arts). De l'été 2017 à l'été 2018, un groupe d'agriculteurs et d'acteurs ruraux de l'Ardèche verte ont ouvert leur porte pour proposer une programmation dite itinérante, « un moment de partage à travers leur métier et des manifestations culturelles étonnantes : une scène de théâtre et des concerts dans une cour de ferme, au bord d'un champ ou sur la place d'un village... ».

C'est aussi la conviction d'un besoin de partage avec d'autres territoires, à travers des réseaux régionaux ou nationaux qui permettent la mobilité de jeunes artistes ou encore le déploiement de projets de mobilité en coopération européenne à travers l'appui à des formes de volontariat de jeunes adultes ou des mobilités Erasmus.

Les projets artistiques et culturels se font aussi plus intersectoriels et les logiques coopératives viennent consolider des démarches socio-économiques et renouveler des modes de faire. Les coopérations avec les acteurs locaux donnent lieu à de multiples projets et permettent parfois des regroupements à l'occasion d'un projet de territoire, d'un projet européen ou encore de l'investissement d'un équipement, parfois à rénover et à animer. L'exemple de la démarche de La Cigale,⁴² à Nyons, peut être citée. Elle travaille avec plus d'une quinzaine d'associations locales ou acteurs locaux du secteur culturel et social avec lesquels elle co-organise des événements ou des actions ou qu'elle invite à participer sur ses actions. Elle est à l'initiative de la création du projet commun Caravansérail, rencontres solidaires, qui réunit treize associations du territoire dont : une amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ; l'association radio'live, l'association ensemble ici / decor (développement des communautés rurales), la fabrique (récupération et recyclage), l'association familiale

41. <http://agri-culturelles.blogspot.com>

42. <http://www.la-cigale.com/>

du nyonsais (ateliers sociolinguistiques, accompagnement des enfants à la scolarité, espace de vie sociale soutenu par la caf et la ville de Nyons). Au-delà, une dynamique de regroupement associatif⁴³ autour d'un projet de Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE)⁴⁴ s'est engagée dans le Nyonsais-Baronnies.

D'autres projets, reconnus comme PTCE, affirment une capacité de développement local et culturel, tel le pôle documentaire de Lussas. Créateurs de développement local et d'emplois, ils sont vecteurs de représentations positives et dynamiques pour le territoire, porteurs de sens et empreints d'hybridation (interterritoriale, sectorielles, générationnelles...) et de modes de faire alternatifs.

Lussas, Village du documentaire

« C'est l'histoire de ce petit village Ardéchois constitué d'irréductibles défenseurs du documentaire d'auteurs au milieu d'un monde formaté. Lussas diffuse, produit, attire... fédère pour cette histoire, pour ses choix éditoriaux et la qualité des films qu'il défend en dehors du flux des images quotidiennes. (...) L'ensemble des acteurs et leurs activités complémentaires font de Lussas un pôle unique et attractif. »⁴⁵

Née en 1979 de la volonté de faire du cinéma en région et de créer un festival non compétitif pour le cinéma documentaire, la dynamique autour du documentaire à Lussas s'est développée, structurée, organisée. Autour de l'association mère « Ardèche Image » se sont ainsi créés les « États généraux du film documentaire », « La maison du doc », une vidéothèque et base de données recensant 40 000 documentaires, une « École documentaire », une formation universitaire et professionnelle, en partenariat avec l'université de Grenoble, et « Africadoc », devenu DocMonde, un programme de coopération pour le développement du cinéma documentaire africain. Le festival documentaire créé en 1989, connu à échelle régionale, nationale et européenne, rassemble chaque été un public féru de documentaire à Lussas.⁴⁶

Visité lors des rencontres organisées en novembre 2018 en Ardèche, le projet témoigne d'un véritable écosystème créatif et solidaire créé autour du film documentaire dans ce village ardéchois de 1100 habitants.

À travers ses actions, le Village documentaire porte des valeurs humanistes, fondées sur l'ouverture aux autres cultures, la liberté de création, la liberté des peuples, le partage. Il ambitionne de favoriser l'échange, la création, la diffusion entre ceux qui font vivre le cinéma documentaire indépendant et de création. Il regroupe 12 structures, qui réunissent plu-

43. <http://www.ruralite.fedelima.org/territoire-1/>

44. HENRY P. Pôles Territoriaux de Coopération Économique culture : des regroupements pragmatiques dans des secteurs d'activité de grande incertitude

45. Dossier du PTCE de Lussas, cité par Opale-CRDLA dans la fiche « Accompagnement DLA Collectif, Le village documentaire de Lussas » https://www.opale.asso.fr/IMG/pdf/2018_opale_crkla_culture_lussasdl.pdf

46. En 2017, la 29^e édition du festival a rassemblé 6 000 spectateurs.

sièurs fonctions dont celle, notable, de soutenir les jeunes auteurs.

Le foisonnement de projets et d'activités a abouti à la création de 40 emplois, ce qui confère à Lussas un rôle d'acteur clé du développement local, économique et culturel. Au total, le montant cumulé des budgets avoisinait en effet les 3 millions d'euros en 2015. Le PTCE de « Lussas, village documentaire » a par exemple, sur demande du conseil régional Rhône-Alpes, mené une étude en 2014 sur ses répercussions économiques sur le territoire, qui a montré que la dynamique apporte chaque année presque 5 millions d'euros à l'économie locale du Pays de l'Ardèche méridionale, pour 1 à 2 millions d'euros de subventions reçues.⁴⁷

L'année 2017 a été celle de la mise en ligne de « Tènk » une plateforme de vidéo à la demande par abonnement, dédiée au documentaire d'auteur. Ce projet a reçu près de 35 000 € dans le cadre d'une campagne de financement participatif qui a réuni près de 1000 contributeurs. Constituée en SCIC, dont l'étude de faisabilité a été accompagnée par l'Urscop avec l'aide du Conseil Régional, la plateforme est portée par six collèges : producteurs, auteurs-réalisateurs, autres professionnels, les acteurs de Lussas, salarié.es, financeurs et partenaires publics.

► <http://www.lussasvillagedocumentaire.org/>

Les échanges relèvent l'intérêt de pouvoir affiner les effets de ces projets coopératifs sur l'appui aux parcours de jeunes adultes dans les territoires ruraux.

L'approche par le projet de territoire plus formalisé amène aussi à la consolidation de relations partenariales et le croisement de mondes qui peuvent bénéficier à un appui aux parcours de jeunes adultes sur différentes dimensions.

Par exemple, le projet de territoire auquel participe La Gare à Coustellet illustre une mise en commun de diagnostic et de capacités pour toucher les jeunes. La redéfinition du territoire vers une communauté d'agglomération de seize communes et le paysage des territoires marqués par des tendances d'extrêmes-droites renforcent l'envie des acteurs associatifs de mettre en place un projet de coopération élargi inter-associatif en partenariat avec les collectivités publiques, les acteurs institutionnels et les établissements scolaires en faisant un lien ville/campagne. Ils s'engagent dans un processus d'expérimentation qui a pour enjeu la définition et la mise en œuvre d'un projet de territoire culturel, social et éducatif concerté (PECDT), sur les thèmes du « Vivre ensemble en partageant nos différences ».⁴⁸

La volonté de créer une dynamique de territoire et d'articuler diffé-

rents acteurs agissant auprès de la jeunesse a permis de développer une politique départementale autour de la jeunesse en Ardèche. C'est de cette ambition territoriale que témoigne le projet AJIR Ardèche jeunesse innovation ruralité- porté par le Département, dans le cadre du Programme d'investissement d'Avenir pour la jeunesse (PIA) « Projets Innovants en faveur de la jeunesse » initié par l'ANRU.

Un exemple de projet d'une collectivité territoriale à destination des jeunes adultes en milieu rural : Le projet AJIR Ardèche jeunesse innovation ruralité

L'Ardèche se veut être « un territoire volontariste en termes d'expérimentation de nouvelles formes d'actions publiques ». Au printemps 2016, le projet AJIR - Ardèche jeunesse innovation ruralité - porté par le Département, était lauréat du Programme d'investissement d'Avenir pour la jeunesse (PIA) « Projets Innovants en faveur de la jeunesse » initié par l'ANRU. La reconnaissance du projet ardéchois par l'Etat est assortie d'un budget de 5 M€ devant permettre au projet AJIR d'atteindre son objectif sur 5 ans (2016-2021) : transformer l'action publique en direction des 13/30 ans pour que les jeunes deviennent auteurs de leur parcours de vie en Ardèche et ainsi construire un « territoire à ruralité positive ».*

Le projet AJIR est porté par un groupement de 12 partenaires institutionnels et associatifs (1) et par tous les acteurs, les structures et les collectivités. Le projet piloté par le service Jeunesse et Vie associative se définit comme une stratégie innovante dans la manière de mener l'action publique « pour et avec les jeunes » dans une stratégie qui replace le jeune au centre des actions, qui le considère comme une véritable ressource pour le territoire et qui lui donne la possibilité d'être l'auteur de son parcours de vie pour « vivre et faire vivre son territoire ».

Vingt-quatre actions ont été retenues dont un tiers directement portées par le Département articulées autour de 3 grands axes :

- Renforcer la coordination entre les différents acteurs (publics et privés) intervenant auprès des jeunes grâce à une structuration de l'offre jeunesse homogène et équitable sur le territoire départemental
- Permettre l'implication et la participation des jeunes à la vie locale, citoyenne et aux politiques qui les concernent.
- Repenser les modalités de réponse publique vis-à-vis de la jeunesse en encourageant les expériences, parcours et compétences des jeunes en lien avec leur insertion professionnelle et les questions d'activités économiques du territoire

L'autonomie, la mobilité des jeunes et l'interculturel sont également des thématiques fortes pour les actions retenues.

Un premier rapport d'évaluation mené en 2018 par le laboratoire PACTE et l'Université Grenoble-Alpes a établi que, sur sa première phase, « dans de nombreux cas », le projet AJIR a permis de décloisonner des structures, des stratégies, des actions et des acteurs « et apparaît comme « un catalyseur de changements ».

47. Lettre « culture et ESS » réalisée par le RTES et l'UFISC : http://rtes.fr/IMG/pdf/Lettre26_RTES_Culture.pdf

48. Voir la fiche projet dédié à la Coconstruction d'un projet éducatif et culturel, de territoire dans le bassin de vie de Coustellet (Sud Vaucluse)

ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

[1] La candidature du groupement associe le Conseil départemental, le Pays d'Ardèche méridionale, le Pays centre Ardèche, le Parc naturel régional des monts d'Ardèche, les Communautés d'agglomération de Privas et d'Annonay, le réseau ITESS, l'Université de Grenoble-Alpes et le laboratoire PACTE-Cermosem, les services déconcentrés de l'Etat (DDCSPP, DIRECCTE), la CAF, le CRIJ Rhône-Alpes

► www.ardeche.fr/1014-ajir-pour-et-avec-les-jeunes.html

La mise en œuvre des projets lauréats du PIA Jeunesse :

À l'issue du processus de sélection, seize projets principaux ont été retenus, dont quatorze en Métropole et deux en Outre-mer (en Guyane et à La Réunion). L'échelle intercommunale est la plus fréquente, suivie par celle du quartier, tandis que les échelles départementale et régionale concernent chacune un seul projet. Les actions mises en œuvre portent sur la mise en place de nouveaux outils de gouvernance et/ou de participation sur les territoires concernés, tandis que d'autres concernent plus directement l'offre en direction des jeunes, sur des thématiques diverses : non-recours aux droits, décrochage scolaire, insertion professionnelle, participation et engagement, information et orientation, lutte contre les discriminations, entrepreneuriat, mobilité, pratiques numériques, culturelles ou sportives, etc.

Lien vers la cartographie interactive des projets :

► <http://u.osmfr.org/m/263284>

Des espaces d'engagement et de politique

Les témoignages et échanges ont également mis en exergue les espaces de réflexion, de participation et d'organisation politique que constitue à plusieurs titres nombre de structures artistiques et culturelles.

Ces initiatives privées, au sens où elles sont issues de citoyens libres, se mêlent de la vie citoyenne et publique dans la fabrique de leurs territoires. Que ce soit sous forme d'espaces d'expression, de débat, de témoignages, de critiques, de revendications... elles développent largement des capacités d'agir en interrogeant la citoyenneté sur un territoire et en s'efforçant de déployer des formes d'éducation populaire.

Des témoignages de parcours, tel celui de l'actuelle présidente de l'Usine à Chapeaux, MJC, Centre social et scène de musiques actuelles à Rambouillet, âgée de 28 ans, montrent le rôle essentiel que jouent les collectifs, les associations et initiatives solidaires dans le processus de construction critique des personnes, le développement de leurs capacités d'engagement et de la considération des possibles.

Ces collectifs formels ou non, créent des espaces de confiance, d'écoute et de reconnaissance. Cultivant la question du sens et de la réflexion par des processus d'éducation populaire autant que l'agir par le développement d'actions et d'activités, de nombreux acteurs ont témoigné de leurs propres apprentissages politiques au sein de ces projets artistiques et culturels.

Les parcours de bénévolat sont identifiés comme des leviers propices dans l'accompagnement des jeunes adultes. Les gouvernances collectives expérimentées dans certaines structures, incluant de multiples parties (salariés, bénévoles, praticiens, acteurs locaux...) illustrent de nouveaux parcours pour s'exercer à la délibération, à l'expression, à la participation et à la décision.⁴⁹

Accueillis ou investis dans des initiatives d'économie solidaire, les jeunes adultes réinvestissent aussi la dimension économique comme une dimension politique. Les acteurs devinent de façon sous-jacente une aspiration des jeunes adultes à vivre autrement, manger autrement, habiter autrement, travailler autrement, qui est souvent en phase avec les aspirations environnementales et la volonté de faire sens dans le monde d'aujourd'hui. En questionnant la norme professionnelle lucrative et en proposant des modes d'entreprendre autrement, les acteurs artistiques et culturels de l'ESS proposent un

49. https://www.opale.asso.fr/IMG/pdf/2016_juris_asso_gouvernance_galapiat_ufisc_eynaud.pdf

autre imaginaire culturel aux jeunes adultes sur l'économie et les pratiques concrètes, artistiques, socio-économiques et citoyennes sur les territoires.⁵⁰

Invitant à penser la finalité sociétale des projets, ils répondent à une demande de sens des jeunes adultes et à une approche qui vise à repenser nos modes de vie vers plus de justice et de solidarité. À travers l'approche par des Droits culturels et des Droits humains, ils appellent à refuser les formes de replis et de rejets et à considérer notre capacité à Faire Humanité ensemble. Les acteurs présents en ruralité entretiennent cette ouverture d'esprit, cette capacité de dialogue et d'implication de chacun, indispensables leviers pour animer le lien social d'un territoire.

En outre, ils apportent de nouvelles façons de conter et de penser la richesse des territoires, fondées sur des valeurs multidimensionnelles. Ils sont porteurs d'une contribution originale pour l'élaboration d'autres référentiels pour agir sur la transition des territoires vers un développement durable.

C'est aussi la question de la transmission intergénérationnelle de projets à dimension culturelle et politique qui est posée. Les générations ne se comprennent pas toujours dans leur culture de travail ou d'engagement. Les processus de construction des projets ont été peu explicités et la profondeur historique d'un projet artistique et culturel n'apparaît pas toujours à première vue.

Les personnes ont aussi témoigné de la manière dont elles souhaitent participer, à travers leurs entités collectives, au débat sur l'avenir du territoire et à sa construction sociopolitique. Certains mettent en avant des propositions de gouvernance territoriale nouvelle à travers des processus de coconstruction.

Toutefois la question spécifique de la participation des jeunes adultes est encore peu identifiée par les acteurs. Les postures de l'expertise et de la représentation semblent toutefois limiter les possibilités de contribution de jeunes adultes. L'ouverture à des formes plus souples et horizontales et à des méthodologies d'implication pourraient constituer des perspectives à approfondir. L'approche, ici encore, par les droits culturels permet de penser la capacité des jeunes adultes à entrer en dialogue avec celles et ceux qui les entourent, de se nourrir et de les nourrir, avec la légitimité et l'égalité de dignité qui est la leur.

Les perspectives de travail pour améliorer la prise en compte des jeunes adultes par les acteurs artistiques et culturels

Mieux prendre en compte les ressources territoriales

Les ateliers pointent le manque de ressources pour donner lecture des ruralités et des jeunesses. Aujourd'hui les cadres statistiques de l'Insee ou les modèles développés par le CGET restent trop généralistes et ne caractérisent que des grands ensembles. Il y a un besoin de permettre des regards plus fins, des cartographies détaillées, des débats entre les représentations et les définitions.

De la même façon est évoqué à plusieurs reprises l'enjeu **de réaliser un observatoire de la jeunesse sur les territoires**. En effet, il nous faut passer à la vision de la jeunesse comme ressource et non comme uniquement bénéficiaire, sortir des dispositifs de politiques publiques qui voient surtout des problèmes dans la jeunesse et considérer plus finement leurs contributions dynamiques à la vie du territoire, notamment à travers la dimension artistique.

« Que les jeunes soient confrontés à de multiples problèmes ne fait pas de doute, mais qu'ils puissent contribuer pour une part à la définition et à la prise en charge de ce qui les préoccupe ne va pas de soi. L'idée que les jeunes puissent être une ressource, pour eux-mêmes et pour leurs territoires, devrait pourtant constituer la base des politiques locales »

(Vulbeau, 2007 : 20).

Il s'agit aussi de voir que **des territoires ruraux émergent des dynamiques animées par un ensemble d'acteurs, en particulier artistiques et culturels, qui concourent à la reconnaissance et à la mobilisation de ces ressources locales**. Ceux-ci contribuent à prendre en compte les pratiques des nouvelles générations et à façonner les transitions

50. Voir le dossier spécial « culture et ESS » réalisé par le RTES et l'UFISC : http://rtes.fr/IMG/pdf/Lettre26_RTES_Culture.pdf

contemporaines. Ces dynamiques sont profondément inscrites dans le territoire tout en le reliant à d'autres. Le territoire structure ces dynamiques et conditionne leur développement.

Des innovations reposent alors sur l'activation des ressources territoriales⁵¹ dans des processus résultant de l'intentionnalité, de la mobilisation et de la coopération des acteurs.⁵² Le rôle des acteurs artistiques et culturels, association, lieu, équipe artistique, festival, groupements d'entreprises... est alors primordial pour l'émergence de la ressource et la construction des dynamiques territoriales : « *il faut connaître les ressources pour agir, il faut les comprendre et il faut savoir les mobiliser de la manière la plus efficace possible* ». ⁵³

Un renforcement des initiatives de jeunes adultes et des pratiques d'accompagnement des acteurs culturels

Les échanges lors des rencontres font émerger quelques axes de renforcement des pratiques :

- Mieux connaître les pratiques et favoriser les échanges entre acteurs d'un territoire.
- Donner à voir, valoriser et évaluer les apports dans l'appui aux parcours des jeunes adultes (selon des référentiels à coconstruire).
- Mieux connaître les politiques et dispositifs disponibles pour accompagner la jeunesse de façon plus transversale.
- Disposer de lieux d'accueil.
- Travailler une posture de l'accompagnement « faire avec ».
- Faire le lien entre le projet de vie et le projet professionnel dans l'accompagnement et la formation des jeunes.
- Permettre aux jeunes de pouvoir expérimenter leurs démarches dans la souplesse et, quand cela est nécessaire, dans la durée.

51. Pour H. GUMUCHIAN et B. PECQUEUR, la ressource territoriale se définit de la façon suivante : « il s'agit d'une caractéristique construite d'un territoire spécifique, et ce, dans une optique de développement. La ressource territoriale renvoie donc à une intentionnalité des acteurs concernés, en même temps qu'au substrat idéologique du territoire. Cet objet intentionnellement construit peut l'être sur des composantes matérielles (données matérielles, faune, flore, patrimoine, etc.) et/ou idéelles (des valeurs comme l'authenticité, la profondeur historique, etc.) ».

52. GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., 2003, Les acteurs, ces oubliés du territoire.

53. GUMUCHIAN H., PECQUEUR B., 2007, La ressource territoriale, Paris, Economica, Anthopos, p.252

- Réduire les inégalités entre les jeunes (enclavement territorial, difficultés sociales, égalité entre les femmes et les hommes...).
- Penser les gouvernances et les processus de transmission de projets.
- Mieux mobiliser les jeunes adultes dans les processus politiques des projets (gouvernance, définitions des projets stratégiques, valorisation et évaluation, ambassadeurs d'une vision politique etc.).
- Croire aux projets des jeunes et ne pas limiter de nouvelles initiatives sous prétexte de « concurrence », leur faire place.
- Etre capable d'apporter des moyens d'amorçage ou de consolidation des initiatives des jeunes adultes (emploi, matériel, financements...).
- Expérimenter de nouveaux dispositifs d'appui dans le cadre de l'économie sociale et solidaire (financement citoyen, fonds de garantie, épargne solidaire...).
- Mieux appréhender les dynamiques de projets de territoires possibles pour pouvoir les intégrer ou les initier.
- Travailler à des modalités de coopération et de démarches dans la durée.

Globalement, il est souhaité que ces apports puissent être mieux pris en compte à travers des politiques publiques au service des parcours et des projets singuliers plutôt que l'inverse. La rigidité des dispositifs publics et leur logique de prestation tend à écraser les formes innovantes et multiples qui sont proposées.

Reconsidérer les initiatives citoyennes et leur rôle dans le développement local

Face à ces constats de diversité et renouvellements multiples sur les territoires ruraux, les acteurs déplorent toutefois une invisibilité trop constante et un détricotage des moyens et des compétences. Alors que les besoins augmentent au regard de l'enjeu de l'accompagnement des parcours des jeunes adultes, tant du point de vue de l'ouverture à l'autre, du vivre-ensemble que de la qualité de vie et du développement local, les moyens disponibles ne cessent de diminuer. Les politiques publiques s'amoindrissent entre affaiblissement des services publics et suppression de dispositifs sur l'emploi des jeunes, remplacés par de la formation ou par des dispositifs d'engagement. Les échanges dévoilent un amoindrissement des programmes jeunesse et sport sur les territoires ainsi que la diminution des moyens et du rôle octroyés à la dynamique associative et aux acteurs de l'éducation populaire.

Pour les acteurs, la recomposition territoriale, si elle peut être source de coopération et d'accompagnement plus globaux des parcours, montre surtout aujourd'hui la difficulté des territoires à composer ensemble due notamment à des habitudes de travail en silo qui ont du mal à être dépassées. Or, la perte de l'ingénierie locale ne peut être palliée par des logiques de dispositifs trop circonscrits et qui ont du mal à se reconduire dans la durée.

La légitimité des acteurs artistiques et culturels de l'ESS peine à faire face aux logiques de rayonnement et de compétitivité territoriale et économique, de plus en plus promues par l'action publique. Les finalités, fondées sur une exigence de construction de l'humain, les parcours proposés hors du champ de la performance et de la lucrativité sont trop peu prises en compte. Les modalités de réseau et d'écosystème émergent difficilement au regard des processus de concentration qui s'accroissent dans la vision territoriale, la gouvernance et la répartition de moyens.

À souligner également : l'action associative peut être vécue comme critique ou concurrente des actions d'élus et de professionnels de collectivités qui préfèrent trop souvent l'ignorer, si ce n'est la contester.

À cela s'ajoute les désengagements de l'Etat et de certaines régions sur les politiques d'aides à l'emploi, particulièrement celle des emplois jeunes, qui ont pourtant constitué des accélérateurs formidables de projets, et la mise à mal des réseaux d'initiatives pour la jeunesse et de soutien aux initiatives locales. À cela s'ajoutent les baisses sur les politiques d'emploi aidé qui ont précarisé les structures et les emplois, le manque de relais par les politiques culturelles ou de l'économie sociale et solidaire.

En outre, les efforts d'innovations et de coopération nécessitent des compétences et l'accompagnement de parcours citoyens et professionnels qui, peu reconnus, sont peu pris en compte. Ces défauts de soutien viennent s'ajouter aux limites de temps rencontrées par les démarches et parfois le manque de méthodologie et d'ingénierie nécessaires à l'animation de ces dynamiques dans un temps long. De plus, alors que les moyens des collectivités locales restent souvent modestes, les financements européens, disponibles pour la ruralité, sont d'un accès souvent bien trop difficile voire risqué pour des très petites entreprises de l'économie sociale et solidaire souvent fragiles.

« Le transfert de la compétence jeunesse aux regroupements intercommunaux est un fait incontestable, mais qui concerne principalement les grandes agglomérations et leurs couronnes périurbaines. La politique de soutien du Conseil Général aux communautés de communes, notamment autour de la définition de contrats de territoires, révèle la faiblesse des actions consacrées aux jeunes, tout particulièrement dans les zones les plus rurales. D'autres élus locaux soulignent que leur commune est trop petite pour envisager ce type de politique. Cet argument est très fréquemment associé à des motifs démographiques, et notamment au faible potentiel de jeunes. Il est aussi associé à la faiblesse des moyens budgétaires locaux qui rendrait impossible la mise en place d'actions. »

Olivier David, 2014 <http://journals.openedition.org/tem/2423>

Il est donc urgent de réorienter des politiques publiques en faveur d'une dynamique locale assise sur les capacités du territoire. Alors que la dépense publique n'a jamais été aussi importante mais avec une orientation prégnante à soutenir des logiques de compétitivité économique et de concentration sur les grands centres⁵⁴ (aussi dans la culture), les échanges montrent que les acteurs et les territoires appellent à coconstruire des politiques publiques renouvelées. **Celles-ci doivent faire place à une construction sensible et solidaire des territoires, plus assises sur un objectif de réalisation des droits des personnes, de considération de leurs parcours et aspirations ainsi que de bien vivre ensemble.** La personne humaine et sa « bonne » relation avec son environnement sont mis au centre.

Développer des écosystèmes territoriaux

Les perspectives exprimées lors des ateliers et des entretiens font aussi apparaître l'enjeu d'un écosystème territorial voué à l'accueil, à l'accompagnement, au suivi, au soutien aux jeunes et à leurs initiatives.

La transversalité : un atout pour les politiques locales de la jeunesse ? Si l'approche transversale semble s'imposer comme une évidence pour assurer la prise en compte de la globalité des problèmes que rencontrent les jeunes, sa mise en pratique s'avère un exercice complexe pour les acteurs, d'autant plus lorsqu'elle est envisagée dans une perspective de croisement des différents échelons d'intervention. La multiplicité des acteurs mobilisés,

54. La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ? Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti

Les rapports de pouvoir impliqués et les interactions entre territoires sont autant de difficultés qu'impose le défi d'une action publique transversale. Le risque réside alors en ce que la transversalité ou l'intersectorialité ne demeure que du registre de la rhétorique, comme un idéal d'intervention et un discours qui cache bien souvent la persistance de pratiques et de visions sectorisées de l'action publique. Néanmoins, un certain nombre de conditions de réussite semblent devoir être mobilisées pour parvenir à une prise en compte réelle et ambitieuse de la transversalité : la légitimité des porteurs (élus et professionnels), l'accord de l'ensemble des acteurs sur les valeurs prônées par la démarche transversale, l'existence de moyens dédiés, l'ancrage temporel de la démarche apparaissent nécessaires à son bon développement.

Parcours de Jeunes et Territoires – Rapport de l'observatoire de la Jeunesse 2014

- L'idée d'écosystème met en avant les notions de diversité et de respect des singularités des parcours des personnes.
- Elle insiste sur l'importance de veiller à la lisibilité des actions, à la mise en place d'une « chaîne d'accessibilité » dans une logique de « parcours » de services proposés
- Elle met en jeu la dimension de proximité à entretenir pour éviter les effets de centralité et avancer plutôt sur des dynamiques de mises en réseau.
- Elle parle de capacité à agir dans la transversalité, dans un mode d'action qui dépasse les silos sectoriels (jeunesse, formation, éducation, social, emploi, économie...), pour s'adapter aux réalités des parcours et des aspirations des jeunes.
- Elle invite à penser les coopérations actives au sein d'un tissu d'acteurs publics et privés à renforcer et coordonner à différentes échelles territoriales. Se fonder sur des projets partenariaux et favoriser un maillage territorial entre les acteurs et avec les collectivités territoriales basé sur la confiance.
- Elle appelle donc à travailler sur les freins et les complexités, les points d'attention et les méthodes d'élaboration collective, de coconstruction.
- Elle oblige à considérer la participation des jeunes adultes eux-mêmes à travers leurs réflexions, leurs initiatives et contributions de toutes sortes comme à même de participer à l'écosystème et à penser son entretien.

Cet enjeu d'écosystème s'inscrit dans un contexte d'évolution des politiques de jeunesse à la suite de la réforme territoriale, du développement du programme d'avenir (PIA), du développement des approches par projet de territoire ou encore des coopérations permises par les programmes européens. Les régions (chef de file des politiques jeunesse) et les intercommunalités sont amenés à voir leur rôle croître, les départements et les communes restent des acteurs majeurs, l'Etat et l'Europe doivent se saisir des partenariats territoriaux. Des processus nouveaux de coconstruction doivent être mis en œuvre afin d'avancer sur cet enjeu de coopération et de cohérence intersectoriel et interterritorial.

Conclusion

La première année de projet AJITeR dans la culture a donné lieu à une large sensibilisation des acteurs artistiques et culturels sur la prise en compte des jeunes adultes en milieu rural, considéré par tous comme essentiel pour l'avenir des territoires et des projets.

Réinterrogeant à travers plusieurs dimensions les termes du sujet, les acteurs et personnes réunis ont approfondi de façon participative et collective la façon de se saisir d'un enjeu. Ils ont ainsi souhaité asseoir le processus de travail sur un changement des représentations associées - de façon trop souvent assignantes ou dépassées - au territoire, à la culture et aux jeunes. Ils souhaitent en saisir plus profondément les réalités sensibles et vécues et proposer de nouveaux imaginaires et des solutions concrètes.

À partir d'une revue de ressources existantes, de témoignages d'expériences et d'ateliers collectifs d'analyses et de propositions, le processus d'enquête participatif et partagé a fait émerger plusieurs problématiques clés rencontrées par ces jeunes adultes en milieu rural. Elle a également dévoilé une multiplicité de pratiques que les acteurs artistiques et culturels situés en territoires ruraux leur proposent.

Le travail d'analyse a amené à considérer des points d'attention, des fils rouges, une carte de possibles dynamiques à mettre en travail pour un meilleur accompagnement des capacités des jeunes adultes. Les notions de parcours et de diversité, de personnes et de relations, de capacités et de coopérations ont été mises en avant pour penser une qualité d'accueil et d'accompagnement de ces jeunes adultes dans des territoires ruraux aux caractéristiques variées.

Les trois axes définis dans le groupement AJITeR sont pris à bras le corps pour avancer dans les accompagnements possibles :

- L'emploi dans les territoires ruraux : place des jeunes adultes dans les équipes salariées de projets artistiques et culturels, parcours de professionnalisation dans les domaines artistiques et typologies d'appui par la formation, l'insertion professionnelle et l'accompagnement par les pairs, appuyés aux jeunes porteurs de projets artistiques et culturels par des processus d'accompagnement, des mises à dispositions d'espaces de travail et de moyens, la transmission des projets...
- La participation aux services et activités artistiques et culturelles dans

les territoires ruraux : les modalités d'encouragements à la participation des jeunes adultes aux pratiques artistiques (création, expression, diffusion, médiation...), l'ouverture des projets, l'accueil des pratiques de jeunes, l'implication des usagers, l'itinérance, l'intergénérationnel et la proposition d'espace de partage mixtes et communs, la coopération territoriale, les projets culturels de territoire...

- L'implication citoyenne par les arts et la culture dans les territoires ruraux : des parcours de bénévolat dédiés aux initiatives d'engagement des jeunes adultes, de l'observation de leurs contributions à leur participation à la coconstruction des diagnostics de territoire et des politiques publiques favorisant le soutien à des écosystèmes solidaires...

Ces analyses prennent en particulier en compte trois dimensions transversales : l'accès à l'information, à la formation et à des moyens d'accompagnement ; la prise en compte de la diversité des personnes et la réduction des inégalités, en particulier concernant les femmes ; les relations entre l'urbanité et la ruralité et la coconstruction nécessaire au regard de territoires composites et de la réalité des parcours.

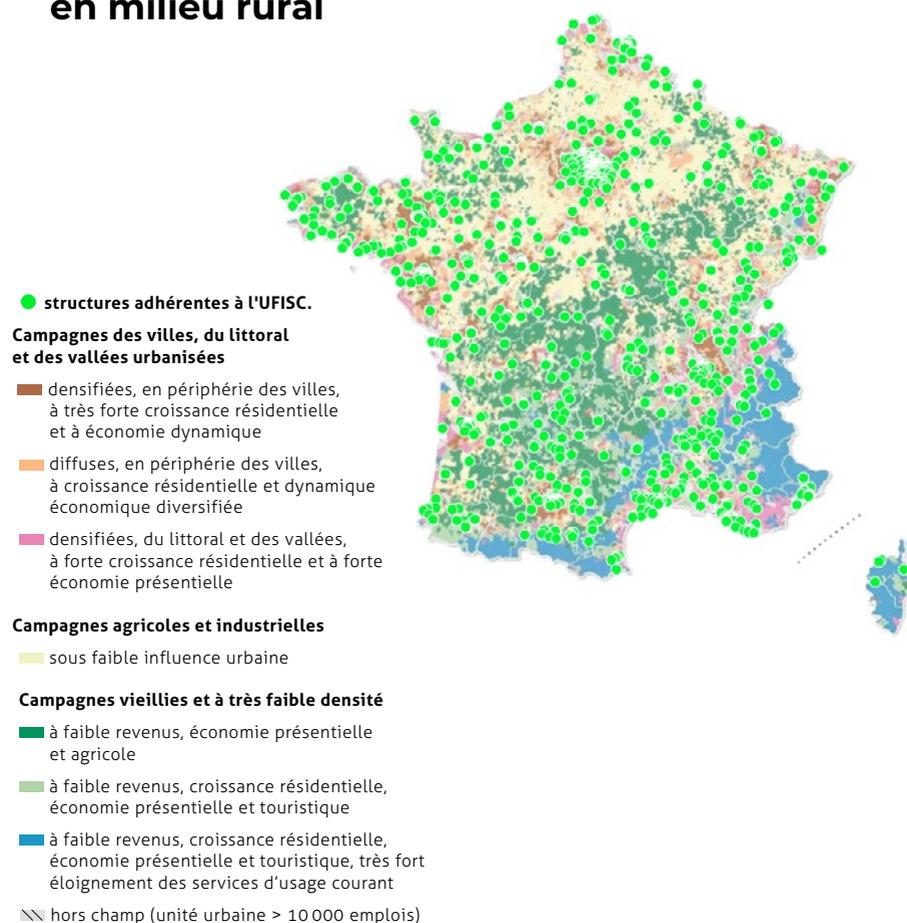
Cette première année d'observation au sein du projet AJITeR dans la culture a ainsi mobilisé une multiplicité d'acteurs sur le territoire national (ainsi que la curiosité d'acteurs au niveau européen) qui souhaite maintenant travailler aux perspectives définies ensemble :

- approfondir les caractéristiques des pratiques,
- mieux comprendre les moyens à mobiliser,
- étudier des écosystèmes et leurs processus de coopération mis en œuvre pour accompagner les parcours,
- identifier les leviers et points d'appui nécessaires pour progresser et amplifier les capacités des acteurs dans l'accompagnement des jeunes adultes sur les territoires.

Annexes

De multiples initiatives artistiques et culturelles de l'économie sociale et solidaire⁵⁵ proposent des espaces et des processus de liaison, d'expression et de prise en compte de ces ressources culturelles, de rencontres pour penser le vivre ensemble et les modes de vie à élaborer.

La carte des structures adhérentes en milieu rural



55. Pour une autre économie des arts et de la culture, Dir. De B. Colin et A Gauthier, Ed. Eres 2008.

Autres sites ressources

Fedelima

Depuis 2008, différents temps d'échanges et de rencontres nourris des expériences des adhérents et d'analyses extérieures ont contribué à élargir nos perceptions et compréhension des enjeux et spécificités des projets culturels et artistiques en milieu rural. De plus, au fur et à mesure des séminaires, les travaux ont été ouverts à différents partenaires et acteurs culturels qui partagent ces enjeux et réalités des projets culturels en milieu rural afin d'élargir les analyses, nourrir les échanges et ouvrir des perspectives et pistes de chantiers de travail communs (ingénieries et financements, dynamiques de coopération, économie solidaire, question territoriale...)

▶ <http://www.ruralite.fedelima.org/>

Ministère de la culture

Initiée à l'occasion de la première édition des Rencontres nationales Culture et Ruralités du 29 juin 2018, organisée conjointement par le ministère de la Culture et le ministère de la Cohésion des territoires, en partenariat avec le Réseau rural national, la plateforme participative Territoires culturels a pour objectif d'offrir une visibilité nationale aux projets culturels dans les territoires ruraux, d'alimenter une base de données relative à ces projets et de favoriser la mise en réseau des acteurs.

▶ <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Developpement-culturel/Culture-Monde-rural/Territoires-culturels-la-plateforme-participative-des-projets-culturels-en-milieu-rural2>

Agence Auvergne Rhône Alpes

Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant est un pôle d'accompagnement, d'échange et de ressource pour les acteurs de la région, engagé dans le développement et la facilitation d'initiatives artistiques et culturelles, essentiellement dans le spectacle vivant.

▶ <https://auvergnerhonealpes-spectacle vivant.fr/ressources/>
▶ <https://editions-attribut.com/product/cultures-et-ruralites/>

Rencontres et entretiens réalisés durant l'enquête

Le processus d'enquête et d'observation s'est déroulé tout au long de la première année de projet à travers des temps d'entretiens et de rendez-vous spécifiques, la participation à l'organisation de rencontres publiques en territoires ruraux, l'animation de plusieurs

ateliers spécifiques croisant ruralité, culture et jeunes adultes. Ce travail d'observation en collectif s'est enrichi de travaux de recherche ou de ressources issus des réseaux et acteurs participants du comité de pilotage.

Rencontres proposées en 2019-2020

Plusieurs temps professionnels et publics ont été organisés et animés durant l'année du projet. Ils ont réuni plus d'une centaine de personnes et ont donné lieu à de nombreux témoignages et partages d'analyse. Ils ont permis de décrire un contexte et des enjeux sur cette thématique culture et ruralité et de travailler spécifiquement aux problématiques et aux parcours de jeunes adultes. Ces temps ont donné lieu à des compte-rendus.

Rencontres nationales projets artistiques et culturels en milieu rural - Nouveaux défis et nouveaux récits pour les territoires ruraux

les 7 & 8 novembre 2018 au Cermosem à Mirabel en Ardèche

« La participation des personnes, et en particulier des jeunes adultes du territoire, à la construction citoyenne est garante d'une capacité de réinventer un vivre-ensemble partagé et une équité territoriale et sociale, de renouveler les solidarités, d'organiser les communs. »

- Animation de la plénière en présence notamment de Patricia Andriot, coordinatrice du réseau rural français
- Organisation et animation de l'atelier 2 « emploi, jeunesse et logique de réseau sur les territoires ruraux »
- Participation à l'atelier 6 « vivre sa jeunesse en territoire rural : existe-t-il des singularités ? comment dépasser la relation de l'offre de propositions en direction de la jeunesse pour faire qu'elle devienne une réelle ressource de développement territorial ? »
- Contribution à la synthèse transversale des ateliers de la veille
- Animation de l'atelier de mise en perspective sur la question des jeunes adultes en milieu rural

Rencontres nationales Popmind « Les droits humains, une zone à défendre en Europe ! » les 19, 20 & 21 mars 2019 au 106, à Rouen en Normandie.

- Organisation et animation de l'atelier « territoires ruraux et jeunesse : agissons la culture ! » - mercredi 20 mars – 14h00 / 16h00

Rencontres nationales projets artistiques et culturels en milieu rural - la coopération entre acteurs culturels et artistiques : pourquoi et comment faire ensemble sur notre territoire ? les 21 et 22 mai 2019 au moulin de brainans (Franche Comté)

Co-organisation de la plénière animée par Jean-Yves Pineaux (Les Localos), en présence notamment de Gérard Peltre, président de ruralité environnement développement et du mouvement européen de la ruralité et membre du comité d'organisation du réseau rural européen

Organisation et animation de l'atelier 1 « nouvelles formes d'itinérances et de diffusion des projets artistiques et culturels en milieu rural et la place des jeunes adultes »

- Organisation et animation de l'atelier 6 « comment la coopération permet-elle de penser de nouveaux leviers de financement ? »
- Organisation et animation de l'atelier 2 « les jeunes adultes et les initiatives artistiques et culturelles en milieu rural : échanges autour du projet ajiter »

Revue de littérature et ressources

Une veille a été menée tout au long de l'année de projet. Cette action a permis de réunir dans un recueil une liste de ressources disponibles pour le comité de pilotage. Des résumés et des extraits de ressources ont été produits. Une consolidation des ressources a été réalisée dans un document ressource dédié, mis à disposition de toutes et tous sur le site internet.

Identification de pratiques et entretiens

À travers l'appel à manifestation d'intérêt publié sur le site internet et relayé dans les newsletters, le projet a permis d'identifier plusieurs structures intéressées et en travail sur le sujet. De plus, le comité de pilotage ainsi que la mobilisation des réseaux membres de l'Ufisc et des partenaires a dévoilé tout au long de cette première année des initiatives multiples, dont certaines ont été décrites dans le rapport et qui ont permis de dresser un panel pour un questionnaire approfondi des pratiques d'accompagnement des parcours des jeunes adultes en territoires ruraux.

Rédaction de fiches projet

La démarche a permis d'initier la rédaction de fiches projet permettant de préciser les processus opérés par des structures dans différents territoires à destination des jeunes adultes.

Deux fiches projets ont déjà été réalisées :

Coconstruction d'un projet éducatif et culturel, de territoire dans le bassin de vie de Coustellet (Sud Vaucluse)

Développement culturel local, pour un accompagnement de la jeunesse en Pays Marennes - Oléron (Charente - Maritime)

Présentation du projet AJiter

Le projet AJITeR - Faciliter l'Accueil des Jeunes Adultes et de leurs Initiatives dans les Territoires Ruraux - s'inscrit dans le cadre du dispositif « Mobilisation Collective pour le Développement Rural » (MCDR) mené par le Réseau Rural National (RRN).

Le dispositif vise à soutenir les projets partenariaux en faveur de la ruralité, qui entrent dans le cadre des objectifs de la politique du développement rural européenne. Les projets sélectionnés sont cofinancés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA).

Le projet AJITeR est porté pendant 3 ans (2018-2021) par un groupe de cinq partenaires : l'ADRETS (Association pour le développement en réseau des territoires et des services alpins), la CIPRA FRANCE (Commission Internationale pour la Protection des Alpes), le CREFAD Auvergne, (Centre de Recherche d'Étude de Formation à l'Animation et au Développement), le RECCA (Réseaux des Cafés Culturels Associatifs) et l'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles).

Le projet AJITeR a pour thématique centrale la prise en compte des jeunes adultes dans les territoires ruraux en renforçant les initiatives et les coopérations.

Il se décline autour de trois axes de travail principaux :

- l'emploi et la formation (penser l'emploi et la formation en termes de parcours)
- les services (maintenir l'attractivité des territoires en développant l'accès aux services)
- la participation citoyenne (favoriser le sentiment d'inclusion par la participation citoyenne).

Ces axes de travail sont déclinés en trois thématiques transversales : l'accès à la formation et à l'information ; l'égalité femme-homme en milieu rural ; le lien urbain-rural.

Dans le cadre de ce projet, l'UFISC porte un volet Culture : «AJITeR par la culture».

Ce volet a pour objectif d'approfondir les liens entre culture, jeunesse et territoire en s'intéressant aux initiatives et pratiques artistiques et

culturelles en milieu rural, à travers plusieurs axes de travail :

Sensibiliser et mobiliser les acteurs culturels en milieu rural sur l'enjeu de la participation des jeunes adultes à la transition des territoires ;

Identifier une diversité de pratiques qui permettent de nouvelles formes d'accueil et de participation des jeunes adultes autour de l'emploi, des services et de la citoyenneté ;

Éclairer certaines pratiques en soulignant deux axes de mise en capacité des personnes et des groupes : la coopération solidaire et la reconnaissance des ressources culturelles sur le territoire ;

Accompagner par le renforcement des systèmes d'acteurs tant par l'ingénierie territoriale que par des dispositifs nouveaux de politique publique.

L'objectif global du projet vise à proposer un programme de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques pour l'accueil et l'installation des jeunes adultes dans les territoires ruraux.

AJITeR



► www.ajiterculture.org

par la culture!



Cette action est cofinancée par le Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales.

